

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

---

N° 1 / FÉVRIER 2023

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

## BIODIVERSITÉ

Protéger les écosystèmes  
pour combattre la pauvreté

## MONGOLIE

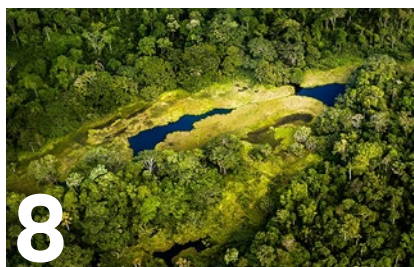
Des jeunes se battent  
pour plus d'égalité

---

## RELIGIONS

Un obstacle ou une opportunité  
pour le développement ?

## DOSSIER BIODIVERSITÉ



8

### Pas de développement durable sans biodiversité

Le nombre des espèces et la pluralité des écosystèmes sont en net recul. Un nouveau cadre mondial doit relancer la protection et la restauration de la biodiversité.

14

### « La protection de la biodiversité doit tenir compte des droits humains »

Entretien avec Mariam Maye, directrice du Centre africain pour la biodiversité.

17

### Agriculture écologique: l'être humain en profite autant que la nature

En Afrique, une initiative prévoit d'intégrer la pratique agricole durable aux systèmes de production nationaux d'ici à 2025.

19

### Une plus grande diversité dans les champs

Un projet international entend combattre la faim et la malnutrition en Afrique et en Asie grâce aux variétés traditionnelles.

21

### Faits et chiffres

#### UN SEUL MONDE en ligne:

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.eine-welt.ch](http://www.eine-welt.ch)  
[www.un-solo-mondo.ch](http://www.un-solo-mondo.ch)  
[www.one-world-magazine.ch](http://www.one-world-magazine.ch)

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS MONGOLIE



22

### En lutte pour l'égalité et la participation

La jeunesse mongole s'oppose aux abus dans son pays. Et n'hésite pas à interpellier la classe dirigeante.

26

### Sur le terrain avec...

Stefanie Burri, cheffe du Bureau de coopération et de l'agence consulaire à Oulan-Bator.

27

### Chèvres noires et produits de niche

Dorligjav Tumurtogoo retrace son parcours de physicienne médicale à productrice de fromage.

## DDC



28

### Comment conjuguer humanitaire et développement

Parallèlement à l'aide humanitaire déployée en Ukraine, la DDC adapte ses projets antérieurs à la guerre.

32

### Ouvrir la voie à l'investissement responsable

La Suisse s'engage en faveur des financements durables dans l'agriculture et la sécurité alimentaire.

34

### Lutter contre le péril fécal

Dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar au Bangladesh, la gestion des eaux usées, des excréments et des urines constitue un défi de taille.

## FORUM



36

### Religion et développement, incompatibles?

Les religions peuvent être une source de conflits, mais aussi une chance pour le développement d'un pays.

39

### L'Afrique et la néo-guerre froide

Carte blanche: l'écrivain béninois Florent Couao-Zotti évoque les relations tumultueuses entre l'Afrique et les puissances occidentales.

## CULTURE



40

### Un espace créatif, hybride et unique

Dans la capitale du Mozambique, le centre culturel 16Net0 offre aux jeunes talents un espace et des synergies pour les faire rayonner.

3 Éditorial

4 Périscope

31 Position du conseiller fédéral  
Ignazio Cassis

42 Service

43 Coup de cœur avec Giulia Dabalá

43 Impressum

# DES PAROLES AUX ACTES



La biodiversité est de plus en plus présente dans les consciences. D'après des études menées auprès des consommatrices et consommateurs, 72% d'entre eux étaient sensibles à cette thématique en 2022, contre 29% en 2009. Le déclin de la biodiversité ainsi que la Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre en 1992, ont longtemps été occultés par le changement climatique. Mais, comme l'a souligné la dernière COP27 en Égypte, il ne saurait y avoir de solution viable pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C sans mesures urgentes pour protéger et restaurer la nature. Les solutions fondées sur la nature sont un nouveau concept essentiel du développement.

Le Cambodge, où je vis aujourd'hui, se trouve au cœur du hotspot de biodiversité indo-birman. Il demeure l'un des pays d'Asie du Sud-Est possédant la plus grande biodiversité, malgré l'immense perte de couvert forestier depuis trente ans et les défis persistants auxquels il fait face pour lutter contre la chasse et le commerce illégitime d'espèces sauvages dans les zones protégées. Ce phénomène a été porté à l'attention du public en novembre dernier dans le cadre d'arrestations en lien avec un trafic international de primates, notamment de macaques à longue queue, une espèce en voie de disparition.

Avec la croissance de la population, l'expansion et l'intensification de l'agriculture, la nature atteint ses limites, et même les zones protégées sont menacées. Cela conduit au déclin du couvert forestier et de la biodiversité, ce qui affecte aussi la santé humaine. Des maladies telles que les gripes aviaire et porcine, le Covid-19 et le virus Ebola naissent de la proximité forcée des êtres humains avec la faune sauvage et de la consommation de viande de gibier sauvage.

Quand bien même la protection de la biodiversité n'est pas un objectif explicite des activités de la DDC au Cambodge et dans la région du Mékong, un grand nombre de nos projets soutiennent la conservation et la gestion durable de la biodiversité. Nous aidons, par exemple, les communautés forestières et de pêcheurs ou celles vivant à proximité des zones protégées à prévenir l'exploitation de leurs ressources naturelles d'intrus extérieurs, à développer des plans de gestion durable et à les mettre en œuvre pour préserver leurs moyens d'existence sans favoriser le déclin de la biodiversité. Ces populations ne pourront protéger leurs ressources naturelles que si elles peuvent gagner leur vie.

Le Cambodge, pays exportateur de riz, fait face de plus en plus à des inondations et à des sécheresses. Nous venons de lancer un projet visant à relever les défis liés à la gestion de l'eau tout en promouvant des principes agroécologiques. La culture intercalaire et de couverture ainsi que la réduction de la perturbation des sols sont autant d'éléments de l'agriculture régénératrice, thématique qui suscite un intérêt croissant de la part du gouvernement cambodgien. Ce type d'approche augmente la diversité des systèmes agricoles et réduit l'utilisation d'intrants externes tels que les engrais et pesticides de synthèse, auxquels les agricultrices et agriculteurs tendent à recourir de manière accrue pour des raisons économiques.

Il me plaît de constater que la biodiversité trouve de plus en plus sa place dans les discussions au niveau mondial. Nous devons maintenant nous assurer que les bonnes propositions se traduisent par des actions concrètes, en Suisse, ici au Cambodge, et partout ailleurs où la DDC est active.

*Markus Bürlì*

*Chef du Bureau de coopération à Phnom Penh, au Cambodge*



© Bertrand Rigolet/Thomas Fréchet

## PROTECTION EXEMPLAIRE AU GABON

(sch) Baigné par l'Atlantique, le Gabon fait partie des rares pays à avoir atteint l'objectif global fixé en 2010 de protéger 10 % du littoral. En quelques années, la part des « aires protégées aquatiques » y est passée de 1 à 20 %. Dans ces zones, les activités humaines sont interdites, au profit de la préservation des habitats naturels et du patrimoine culturel. Une étude de l'Université britannique d'Exeter identifie les raisons de ce succès : une stratégie nationale, « Gabon Bleu », a offert un cadre à de nombreuses petites initiatives écologiques et des objectifs concrets en matière de protection de l'environnement marin ont été rapidement communiqués à la communauté internationale. Le pays a donc su mobiliser sans tarder des donateurs pour les différents projets. Au final, 18 nouvelles lois et réglementations ont été adoptées, un plan mis sur pied pour six zones de pêche et 20 zones de protection créées, représentant une superficie de 56 000 km<sup>2</sup>. Le nouveau cadre de référence mondial pour la biodiversité prévoit que 30 % de la surface maritime soit protégée d'ici à 2030. Aussi, le Gabon pourrait bien être source d'inspiration pour le reste de la planète.

## UNE APPLICATION POUR DÉFENDRE SES DROITS

(zs) Après trois ans de bons et loyaux services, Diana Enríquez, employée de maison dans une famille aisée de Mexico, a été licenciée de manière inattendue par SMS. Sans l'indemnité de licenciement ni la prime de fin d'année auxquelles elle avait droit. Consciente que son employeur enfreignait la loi, la Mexicaine de 50 ans a téléchargé l'application Dignas (Dignes), qui fournit au personnel domestique des informations sur ses droits, ainsi qu'un calculateur permettant d'estimer le salaire et les primes qui doivent lui être versés. « Dignas m'a protégée. J'ai envoyé à mon employeur une capture d'écran du paiement prévu par la loi et lui ai dit que je le dénoncerais au secrétaire d'État au travail s'il refusait de me le verser. Trois jours plus tard, j'ai reçu mon dû », se réjouit Diana Enríquez. L'application brésilienne Laudelina, publiée en 2018, a inspiré le lancement de versions similaires au Mexique ainsi qu'en Colombie. Ces outils aident

plus de neuf millions de travailleuses et travailleurs domestiques à défendre leurs droits dans les trois pays.

## NOUVEAUX CHEMINS

(sch) Située non loin de Dakar, la capitale du Sénégal, la ferme Les quatre chemins est un moteur de la transformation de l'agriculture africaine sur la voie de la durabilité. L'agroécologie qui y est enseignée mise essentiellement sur l'autonomie et la diversité. Vingt-cinq variétés de légumes, de noix et de céréales sont cultivées sur trois hectares, dont des haricots, des cacahuètes, du riz, des oignons, des tomates, du soja et des choux-fleurs. Viennent s'y ajouter 50 espèces d'arbres, avec notamment des grenades, des pamplemousses, différentes variétés de citrons, des oranges, des tamarins, des avocats, des bananes et des mangues. Une fois par mois, l'exploitation accueille le marché Biodialaw, qui attire des visiteurs de tout le pays. Un hectare de terrain est géré par des villageoises, réparties en quatre groupes de 20. Formées à l'agroécologie, elles en tirent de quoi nourrir leurs familles ainsi qu'un petit revenu provenant de la vente du surplus. Grâce à une initiative de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des agronomes ainsi que des agricultrices et agriculteurs venus de tout le continent y seront bientôt formés.

## UN HARICOT MAGIQUE

(zs) De plus en plus d'agronomes et de pays en Afrique s'intéressent aux nombreuses vertus du niébé. Ce haricot est consommé depuis des millénaires sur le continent. Pourtant, malgré ses qualités nutritionnelles et adaptatives extraordinaires, sa culture ne dépasse pas 3 % de la production agricole africaine. Alors que les prix des céréales ne cessent de grimper, les variétés les plus précoces pourraient jouer un rôle important quand les stocks de maïs, de millet ou de blé diminuent. De surcroît, la plante est capable de fixer l'azote de l'air et de le transférer dans les sols : un avantage non négligeable dans les zones semi-



© Edwin Remsberg/VWPics/Redux/laif

arides. Source de protéines et de micronutriments, le niébé est plus abordable que la viande. Réduit en farine ou en semoule, il permet de concocter pains, beignets ou bouillies notamment. En Afrique de l'Ouest, des organisations professionnelles paysannes incitent les agricultrices et agriculteurs à en produire davantage. La légumineuse recèle un fort potentiel au vu du réchauffement planétaire.

### L'AGROÉCOLOGIE POUR CONTRER LA FAIM

(sam) L'Alliance Sufosec (Suisse) a publié un rapport sur la nutrition dans seize pays du Sud. À cet effet, les six membres qui la constituent (Aqua Alimenta, Action de Carême, Skat Foundation, SWISSAID, Vétérinaires Sans Frontières Suisse et Vivamos Mejor) ont interrogé quelque 14 000 familles en Asie, en Afrique et en Amérique latine, entre 2020 et 2022. Premier constat: un foyer sur quatre est touché par la faim, deux sur trois n'ont qu'un accès restreint à l'alimentation. Le document relève également que la faim concerne de plus en plus les femmes: lorsque la nourriture vient à manquer, elles sont les premières à s'en priver. Chez les femmes, la malnutrition s'avère environ 10% plus élevée que chez les hommes. À l'aide d'exemples concrets, le rapport propose des approches pour répondre à ce problème, via le renforcement des systèmes alimentaires locaux et les méthodes de culture agroécologiques, par exemple.

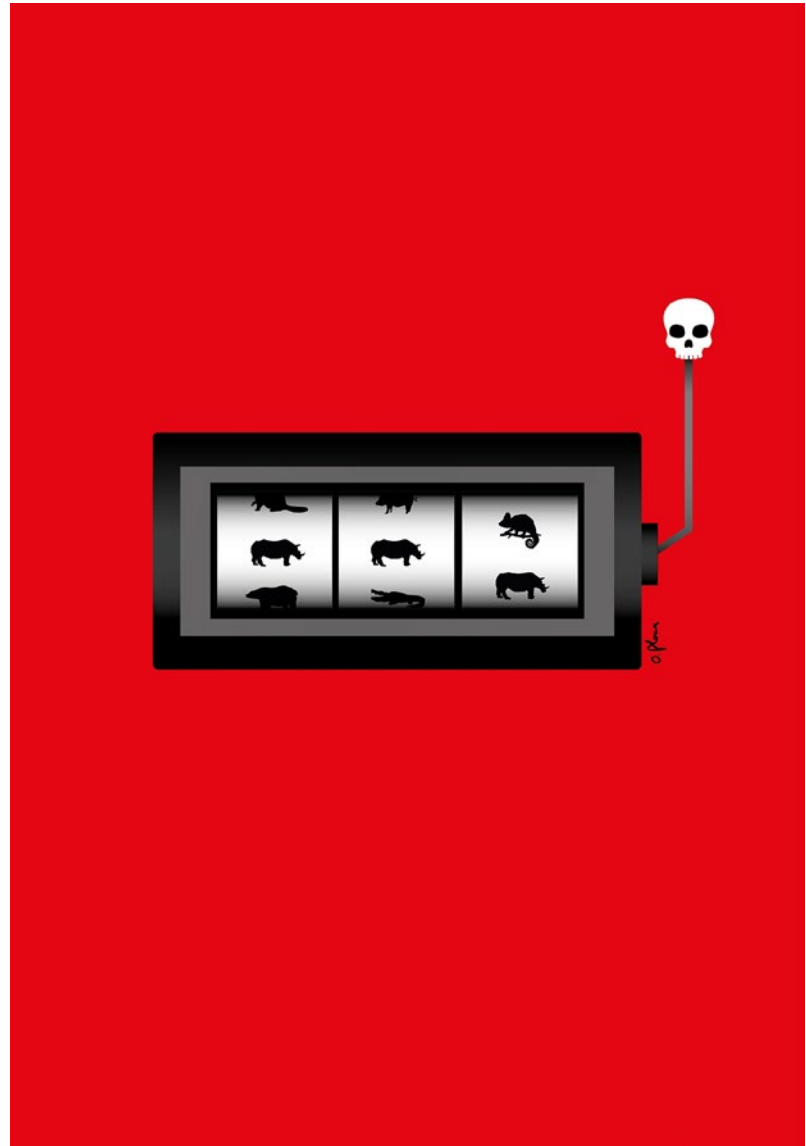
Le recours à des engrais organiques, à une irrigation efficace et à des méthodes de protection des sols permettrait en outre de réduire la famine.

Pour plus d'informations: [www.sufosec.ch](http://www.sufosec.ch)

### DES PIÈCES UNIQUES ISSUES DES BENNES OCCIDENTALES

(zs) Alors que les vieux vêtements d'Occident inondent l'Afrique, le créateur de mode ougandais Bobby Kodale les métamorphose pour les retourner à l'expéditeur. Avec sa marque Buzigahill, du nom d'une colline de Kampala, la capitale ougandaise, le jeune designer récupère, redessine et recoupe les fripes des pays du Nord. Puis il revend ses créations issues du recyclage au prix fort: un pull à capuche vaut 400 euros, un jean 375 et un T-shirt plus de 200. Les pièces, qui juxtaposent motifs et textures, sont par définition uniques. Cette pratique, dénommée «upcycling» («recyclage par le haut»), consiste à

## COUP DE CRAYON d'Olivier Ploux (France)



créer à partir d'objets recyclés un produit de plus grande qualité que le matériau d'origine. Conscient que sa collection est onéreuse, Bobby Kodale en prépare une deuxième, plus accessible, destinée au marché ougandais.





La forêt tropicale amazonienne, à l'est de l'Équateur, est l'un des endroits les plus riches en biodiversité de la planète.

© Barbara Dombrowski/Alf

# DOSSIER BIODIVERSITÉ

---

**PAS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SANS BIODIVERSITÉ** PAGE 8

**« LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ DOIT TENIR  
COMPTE DES DROITS HUMAINS »** PAGE 14

**AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE : L'ÊTRE HUMAIN EN PROFITE  
AUTANT QUE LA NATURE** PAGE 17

**UNE PLUS GRANDE DIVERSITÉ DANS LES CHAMPS** PAGE 19

**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 21

# PAS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SANS BIODIVERSITÉ

Notre planète observe un recul inquiétant du nombre des espèces et de la richesse des écosystèmes. Depuis plus de trente ans, des États s'efforcent de contrer la destruction croissante de notre environnement via la coopération multilatérale, sans grand succès jusqu'à présent. Un nouveau cadre de référence mondial, doté d'objectifs et d'indicateurs concrets, devrait donner un nouvel élan à la protection et à la restauration de la biodiversité. Pour l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable, il représenterait aussi un élément clé.

Texte : Samuel Schlaefli

La Liste rouge des espèces menacées établie par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) constitue un outil de référence en matière de biodiversité mondiale, qui est en péril. L'UICN recense 147 500 espèces d'animaux, de champignons et de plantes, dont plus de 41 000 seraient menacées d'extinction à ce jour.

«Que des espèces disparaissent est normal», indique Bruno Oberle, directeur général de l'UICN. «La Terre n'est pas un musée, elle évolue sans cesse. Toutefois, le rythme est 100 à 1000 fois plus rapide qu'au cours des cent dernières années», relève-t-il. Dès lors, des écosystèmes entiers s'écroulent: en Nouvelle-Zélande, par exemple, les arbres fruitiers n'ont pu être pollinisés, faute d'abeilles. Dans certaines régions d'Afrique ou de Chine, des zones désertiques apparaissent. Selon Bruno Oberle, il en va des écosystèmes comme d'Internet: «Certaines connexions peuvent se rompre sans que le système défaille. Mais, à un moment donné, tout s'effondre.»

Ces moments charnières où entrent en jeu des rétroactions accélérant la destruction de manière incontrôlable sont

bien moins connus encore que dans le domaine du climat. «Pour l'humanité, le recul drastique de la biodiversité constitue probablement un risque encore plus grand que la crise climatique, met en garde Bruno Oberle. La plupart d'entre nous ne le perçoivent juste pas encore directement.» Pourtant, les prévisions sont alarmantes: selon un rapport du Conseil mondial de la biodiversité (IPBES) publié en 2019, jusqu'à un million d'espèces animales et végétales seraient menacées d'extinction, dont beaucoup pourraient disparaître dans les prochaines décennies déjà.

## Écosystèmes détruits: la pauvreté n'est pas loin

Les raisons de cette hécatombe sont évidentes: d'ordinaire, nul ne doit passer à la caisse pour avoir mis à mal la biodiversité. Au niveau mondial, nous employons tant de ressources qu'une planète et demie serait nécessaire. Si tout le monde consommait autant qu'en Suisse, il en faudrait même trois. Comme pour le climat, les conséquences de la crise de la biodiversité sont inégalement réparties. Les foyers démunis,

les familles paysannes et les groupes indigènes du Sud sont le plus durement touchés, même si ce sont eux qui profitent le moins des ressources.

Le constat est donc largement partagé par les expertes et experts en développement: sans protection efficace de la biodiversité, les 17 Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 resteront lettre morte. Pour la plupart, ils dépendent directement d'un environnement sain. Or, si les écosystèmes sont détruits, pauvreté et inégalités ne sont pas loin.

L'inquiétude de l'ONU face au déclin de la biodiversité n'est pas nouvelle. C'est en 1992, à la Conférence sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro au Brésil, que voient le jour tant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) que la Convention sur la diversité biologique (CDB), principal traité multilatéral en matière de protection de la biodiversité.

Jusqu'ici, 196 pays, dont la Suisse, ont adhéré à ce dernier accord. Les États-Unis l'ont signé, mais jamais ratifié et



ne disposent que du statut d'observateur. Les parties s'engagent à protéger la biodiversité sur leur territoire, ainsi qu'à réglementer de manière équitable l'accès aux ressources génétiques et leur utilisation. Elles doivent prendre des mesures pour protéger la biodiversité et assurer une gestion durable de ce patrimoine.

## Des objectifs planétaires pour des effets restreints

Formulé en avril 2002, l'objectif de réduire de manière significative le rythme d'appauvrissement de la biodiversité d'ici à 2010 ne sera pas atteint.

Kamipang, Indonésie: cette forêt, située à côté d'une plantation d'huile de palme, est partie en fumée en septembre 2019. Des études montrent que la destruction des massifs forestiers en zones fragmentées augmente la probabilité que les virus et autres agents pathogènes de la faune sauvage soient transmis à l'être humain.

© Ulet Ifansasti/NYT/Redux/laif

Un Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 à l'échelle mondiale sera adopté en octobre 2010 à Nagoya. Protéger les forêts, freiner la surexploitation des ressources et créer de nouvelles réserves naturelles figurent parmi les 20 Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, qui constituent le cœur de ce plan. Il s'agit aussi de restreindre les subventions dommageables et d'intégrer les objectifs en matière de biodiversité aux mesures nationales et locales destinées à favoriser le développement et à réduire la pauvreté. En Suisse, le Conseil fédéral a donc adopté en 2012 une première stratégie nationale dans le domaine de la biodiversité, qui a été concrétisée en 2017 par un plan d'action assorti de mesures.

Le rapport «Perspectives mondiales de la diversité biologique» de 2020 examine les avancées quant aux Objectifs d'Aichi. Le bilan fait l'effet d'une douche froide: sur le plan mondial, aucun des 20 Objectifs n'a été pleinement réalisé et six seulement partiellement atteints. Par ailleurs, seules 23% des visées nationales reflétaient les Objectifs d'Aichi

quant à leurs ambitions et à leur ampleur. Un nouveau cadre mondial pour la biodiversité a donc été discuté à Montréal, en décembre dernier, lors de la 15<sup>e</sup> conférence des Parties à la CDB (voir encadré consacré à la COP15). Deux desseins majeurs s'en dégagent: stopper la perte de biodiversité d'ici à 2030 et garantir une vie «en harmonie avec la nature» à l'horizon 2050.

## Un défi également pour la Suisse

«Les Objectifs d'Aichi étaient bons, mais n'ont pas eu l'impact souhaité, faute de mise en œuvre suffisante», explique Niklaus Wagner, collaborateur scientifique à la Section Conventions de Rio de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). «Pour ces nouveaux objectifs, il nous faut des indicateurs d'impact uniformisés, de meilleurs comptes rendus et contrôles de la mise en œuvre», précise-t-il. De nouveaux objectifs de biodiversité seraient d'autant plus efficaces s'ils étaient associés à des indicateurs concrets, d'où la nécessité de négocier ces deux éléments conjointement.



Selon Niklaus Wagner, l'un des points clés du nouveau cadre doté d'objectifs mesurables est le plan «30x30»: d'ici à 2030, 30% de la surface terrestre et maritime mondiale doivent être préservés en faveur de la biodiversité, notamment via la constitution de zones protégées, la revitalisation de cours d'eau et le maintien de corridors à faune qui assurent, pour les animaux sauvages, le passage d'un espace de vie à un autre.

Pour la Suisse aussi, la mise en place de cette infrastructure écologique représente un défi. Actuellement, la part des zones protégées avoisine 13,4%. Les conflits d'intérêts sont inévitables: là où de vastes surfaces sont protégées au profit de la biodiversité, une agriculture intensive n'est plus possible. Certains États protestent, au nom de la sécurité alimentaire. Des organisations de la société civile dénoncent, quant à elles, le risque que les populations indigènes vivant dans les zones à protéger dans le cadre du plan «30x30» soient lésées.

### Agriculture et biodiversité: un chemin semé d'embûches

L'agriculture et le système alimentaire mondial jouent un rôle central dans la protection de la biodiversité. Quelque

70% de la perte en biodiversité a un lien direct avec la production de denrées alimentaires. Aujourd'hui, 33% des couches arables du globe présentent une dégradation, une évolution due essentiellement à la révolution verte et à une agriculture basée sur l'emploi excessif d'engrais et de pesticides. L'exploitation agricole est responsable de 80% de la déforestation mondiale.

La transformation de l'agriculture est dès lors clairement visée par plusieurs des Objectifs d'Aichi. Elle reste pourtant un vœu pieux. «On entend encore des voix prôner l'intensification de l'exploitation agricole sur certaines surfaces pour pouvoir laisser d'autres «en friche» et les protéger. Pour nous, cette stratégie est peu durable et antisociale», affirme Simon Degelo, responsable semences et biodiversité chez SWISSAID. «C'est plutôt au sein de l'agriculture même que la biodiversité devrait être préservée et encouragée», souligne-t-il.

Dans le cadre de projets de développement, l'ONG suisse mise par conséquent sur les pratiques agroécologiques. «Les monocultures, souvent basées sur des variétés de céréales hybrides, qui nécessitent beaucoup d'engrais et d'interventions chimiques, ne constituent pas seulement un risque écologique, mais également économique», fait remar-



## UN ACCORD MONDIAL POUR PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ

Le document final de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15), qui s'est tenue à Montréal du 7 au 19 décembre 2022, a été considéré comme une avancée importante par les politiques, la société civile et les associations de protection de l'environnement. Les 196 États membres de la Convention sur la diversité biologique ont convenu d'un nouveau cadre mondial comprenant 23 objectifs. Parmi ceux-ci, la préservation de 30% des surfaces terrestres

et marines pour la biodiversité d'ici à 2030. Le respect des droits des groupes indigènes est mentionné à plusieurs reprises et leur rôle central dans la protection de la biodiversité souligné. Le texte prévoit également la suppression des subventions nuisibles à l'environnement, notamment dans l'agriculture. Les multinationales devront à l'avenir rendre compte de leur impact sur la biodiversité et des risques économiques liés à son appauvrissement. Un fonds

doit, en outre, être créé pour partager les avantages découlant de l'utilisation des informations de séquençage numérique des ressources génétiques. Il permettra d'indemniser les pays du Sud, d'où provient une grande partie de ces ressources. La République démocratique du Congo, l'un des États les plus riches en biodiversité du monde, a néanmoins exprimé son mécontentement, fustigeant le manque d'ambition financière.



quer Simon Degelo. Avec la monoculture, un seul parasite peut anéantir une récolte entière. «En agriculture, la diversité renforce la résilience, aussi face aux chocs climatiques.»

Soutenu par la DDC et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), un projet à Boyacá, dans le nord-est de la Colombie, l'illustre bien. Au cours des dernières années, la production agricole était en chute libre: la culture intensive de pommes de terre avait épuisé les sols, nécessitant toujours plus d'engrais et de pesticides. La population avait alors cherché du travail dans les mines de charbon, apparues illégalement dans des zones protégées.

Dans six communes, SWISSAID a aidé les agricultrices et agriculteurs à planter des variétés anciennes et à préserver la biodiversité dans la région grâce à une utilisation durable des pâturages naturels. Les monocultures de pommes de terre ont cédé la place au maïs, au blé, au quinoa, aux haricots, aux pois, aux lentilles et au chou.

Une telle diversité dans les champs signifie aussi alimentation saine et indépendance vis-à-vis des importations. D'après Simon Degelo, cet exemple montre bien comment la coopération au développement peut contribuer à la réalisation des objectifs en matière de biodiversité.

Aisha Sow, employée d'une coopérative agricole, vérifie la qualité des haricots récoltés par une paysanne au Sénégal. Cultiver des haricots et non seulement des pommes de terre favorise la biodiversité et une alimentation saine.

© Jason Florio/Redux/laif

SWISSAID encourage également les familles paysannes du Sud à constituer des banques et des réseaux de semences. «Pour une agriculture de la diversité, il faut aussi des semences variées, note Simon Degelo. Les agricultrices et agriculteurs devraient avoir le choix, mais, dans de nombreux pays, ce n'est plus le cas.» Les brevets détenus par les mul-

tionales semencières mènent à une privatisation croissante des ressources génétiques, notamment lorsqu'ils portent aussi sur des plantes sélectionnées de manière conventionnelle.

## Répartition équitable des bénéfices

Les pays du Sud en particulier cèdent souvent aux États industrialisés et aux grands semenciers. Ils adoptent des législations restrictives, si bien que les semences traditionnelles des agricultrices et agriculteurs disparaissent du marché, poursuit Simon Degelo. Lors des négociations pour un nouveau cadre mondial, le droit des familles paysannes de disposer librement de leurs semences devra donc être protégé. Autre sujet de discordance: l'accès et le partage

des avantages (APA), soit la répartition équitable des bénéfices tirés de l'utilisation des ressources génétiques, comme dans le cas du développement de médicaments à partir d'une plante médicinale. Le Protocole de Nagoya, qui fait partie du mécanisme de la CDB, prévoit que les entreprises, les institutions de recherche et les États conviennent bilatéralement d'une rémunération équitable. Dans les faits, la situation s'avère plus complexe. Selon Simon Degelo, les pays fournisseurs de ressources génétiques ne retirent quasiment aucun bénéfice à ce jour.

Les pays en développement redoutent en outre que la numérisation ne vienne aggraver cette répartition inégale des avantages tirés des ressources génétiques. Actuellement, il suffit souvent que la séquence numérisée du génome

d'une plante se trouve dans une banque de données pour que ses caractéristiques puissent être analysées et commercialisées. L'idée d'étendre les règles du Protocole de Nagoya sur l'utilisation de ressources génétiques physiques à des informations de séquençage numériques est loin de faire l'unanimité parmi les États. Selon Berne, il est important que l'accès à ces informations ne soit pas entravé pour la recherche et les innovations futures, précise Niklaus Wagner de l'OFEV: « Dans le cadre des négociations, la Suisse recherche activement des approches praticables, qui répondent aussi aux besoins des pays en développement. »

Jusqu'à présent, la question du financement est restée largement sans réponse lors des négociations internationales. Quelle est la part de responsabilité





Une famille paysanne colombienne présente sa récolte variée (à gauche). Un pâturage durable, comme ici sur la rivière Umzimvubu en Afrique du Sud, protège la biodiversité (ci-dessus).

© Swisssaid Columbia  
© Obie Oberholzer/taif

des différents États dans la crise de la biodiversité, dans quelle mesure participent-ils au financement des mesures de protection? En 2021, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a estimé que des investissements de 8100 milliards de dollars seraient nécessaires d'ici à 2050 pour lutter efficacement contre les crises du climat, de la biodiversité et de la disparition des surfaces agricoles, qui sont intimement liées.

«On pourrait croire que c'est beaucoup, commente Bruno Oberle, directeur général de l'UICN, mais cela ne correspond qu'à quelques pour cent du produit intérieur brut mondial.» Ensuite, au rythme actuel d'érosion de la biodiversité, continuer comme si de

rien n'était reviendrait bien plus cher à l'humanité. Environ la moitié du PIB dépend directement d'une biodiversité en bonne santé. La production de denrées alimentaires, par exemple, ne peut se passer de pollinisateurs tels que les abeilles. Si ces dernières venaient à disparaître, il n'y aurait plus de récoltes ni de rendements.

### Tous concernés

Les États, l'économie, les agences de développement et les fondations: tous sont concernés par les quelque 700 milliards de dollars nécessaires chaque année pour la seule protection de la biodiversité, estime Bruno Oberle. Créé par la Banque mondiale pour financer des projets environnementaux dans les pays en développement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dont le renforcement constitue une revendication importante des pays du Sud, participera certes à l'effort, mais ne suffira de loin pas. Selon Bruno Oberle, le principal levier se situe au niveau des collectivités publiques: «Actuel-

lement, 600 à 700 milliards de dollars subventionnent chaque année des pratiques dommageables à la biodiversité», telles que le financement d'engrais chimiques ou le soutien à la production de viande, par exemple. Bruno Oberle en est convaincu: «Si ces fonds étaient investis dans des pratiques régénératrices pour développer la biodiversité, nous pourrions atteindre les objectifs mondiaux en la matière, même si les défis sont colossaux.» ■

# « LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ DOIT TENIR COMPTE DES DROITS HUMAINS »

Le continent africain possède une faune et une flore extrêmement riches, ainsi que des écosystèmes uniques. Son rôle est essentiel en vue du maintien de la biodiversité mondiale. Directrice du Centre africain pour la biodiversité (ACB), Mariam Mayet met cependant en garde contre le risque de chasser indigènes et familles paysannes au nom de la protection de la nature.

Entretien : Samuel Schlaefli

## Madame Mayet, en quoi la protection de la biodiversité est-elle si cruciale pour les pays africains ?

Le continent africain abrite encore beaucoup d'écosystèmes et de paysages intacts, des zones humides, par exemple, avec une foule d'espèces d'oiseaux. Pourtant, force est de constater que cette biodiversité décline à grands pas, ce qui s'explique principalement par un modèle de développement néo-colonialiste et par les flux de capitaux mondiaux. De nombreuses économies africaines s'appuient sur l'exportation et l'exploitation de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz naturel, le charbon et les métaux précieux. Ces ressources naturelles sont mises au service de l'industrialisation et du développement. C'est également ce que prévoit l'Agenda 2063 de l'Union africaine, une sorte de plan directeur pour l'avenir du continent. Entendons-nous bien : nous souhaitons, nous aussi, que l'Afrique se développe, mais par une utilisation durable de la biodiversité et de bénéfices qui profitent en premier lieu aux populations locales.

## Les négociations multilatérales en vue d'un nouvel accord sur la biodiversité ont régulièrement fait l'objet de critiques appuyées de votre part. Quelle est votre principale crainte ?

Il y a longtemps que nous avons dépassé la ligne rouge au niveau mondial : l'effondrement écologique est imminent. Rien n'indique cependant que le nouveau cadre offre une réponse à cette urgence. J'ai participé à de nombreuses rencontres, la dernière fois en mars 2022 en tant qu'observatrice lors des né-

gociations à Genève. J'avais le sentiment que les différents États étaient surtout venus défendre leurs intérêts nationaux et ceux de leurs industries plutôt qu'un cadre fort et global pour la planète et l'humanité. Nous devons placer les gouvernements devant leurs responsabilités, pour assurer notre existence et rendre possible une vie qui ait du sens pour chacune et chacun. Pour cela, il faut de l'imagination et une économie qui ne mise plus sur la seule croissance. Pourtant, au lieu de s'attaquer aux prin-

---

### « ON FAIT BIEN TROP PEU DE CAS DU RÔLE DES PETITS AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES DANS L'ALIMENTATION MONDIALE. »

---

cipaux moteurs de cette évolution, les États tentent de trouver des solutions basées sur le marché, comme les « offsets de biodiversité », grâce auxquels des pertes en biodiversité seraient compensées. Or, on a pu le voir dans le contexte de la protection du climat, les offsets ne fonctionnent pas.

## L'un des principaux objectifs du nouveau cadre mondial est de protéger 30% de la surface terrestre et maritime, en Afrique aussi. Cela ne vous convainc-t-il pas ?

Nous y voyons un risque, celui que les gouvernements se disent : protégeons donc ces 30% et continuons à tirer le maximum du reste. Ensuite, il n'est pas

exclu que ces 30% soient contrôlés par de grandes organisations de protection de la nature, qui créent leurs propres réserves naturelles et entretiennent parfois des relations avec l'industrie agroalimentaire et celle des énergies fossiles. Nous craignons que, au nom de cet objectif, des communautés locales soient expulsées et qu'elles ne puissent dès lors plus subvenir à leurs besoins élémentaires. La protection de la biodiversité doit impérativement tenir compte des droits humains. Faire d'un territoire une réserve suppose obligatoirement l'accord des populations locales et indigènes.

## Dans ce contexte, vous critiquez la tendance à la « conservation-forteresse ». Pouvez-vous expliquer cette position ?

Un bon exemple est celui de la réserve Ngorongoro en Tanzanie, qui jouxte le parc national du Serengeti. Les Massaïs y sont systématiquement chassés de leurs terres traditionnelles par le gouvernement. Pour défendre leurs droits, ils ont porté l'affaire devant la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, mais les juges ont suivi l'argumentation du gouvernement. Nous observons des évolutions similaires en de nombreux endroits. On entoure la nature de clôtures, tout en encourageant un tourisme non durable et en commercialisant la biodiversité. Ce modèle de conservation, rappelant une forteresse, prend sa source dans l'histoire coloniale de l'Afrique. Il ne date pas d'hier.

## Autre critique soulevée par des organisations de la société civile telles



© Idd

que l'ACB: les grandes entreprises ont cherché à reformuler le cadre mondial au gré de leurs intérêts propres. Où décelez-vous de telles tendances?

Le pacte entre Crop Life, une fédération représentant tous les grands groupes agrochimiques, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 en est un signe. Dans les secrétariats d'organisations multilatérales, on voit désormais des personnes proches de l'industrie. De manière générale, nous constatons que le débat sur la biodiversité est détourné. Certains moteurs clés de la destruction de l'environnement sont volontairement dissimulés alors qu'il y a longtemps que le Conseil mondial de la biodiversité a scientifiquement établi leur rôle. Il s'agit, par exemple, de l'emploi à grande échelle de pesticides hautement toxiques dans l'agriculture ou de l'usage excessif d'engrais synthétiques. C'est pourquoi la production agri-

cole et le système alimentaire doivent être transformés au plus vite.

---

**« ON ENTOURE LA NATURE DE CLÔTURES, TOUT EN ENCOURAGEANT UN TOURISME NON DURABLE ET EN COMMERCIALISANT LA BIODIVERSITÉ. »**

---

Quelles approches concrètes pourrait-on ancrer dans un accord-cadre international?

Par exemple, la transformation vers un système alimentaire basé sur l'agroécologie, avec une grande diversité, des intrants naturels et une préservation à long terme de la qualité des sols. De tels systèmes offrent des avantages sociaux, écologiques et économiques à une société. Nous n'exigeons pas que

**MARIAM MAYET** est fondatrice et directrice du Centre africain pour la biodiversité (ACB), basé à Johannesburg. Créé en 2003, l'ACB milite tant pour le maintien de la biodiversité que pour la sécurité et l'indépendance alimentaires du continent africain. Il est membre de l'Alliance africaine des organisations de la société civile pour la biodiversité (ACBA), soit plus de 80 organisations du continent engagées en faveur d'un accord solide et équitable dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), notamment via des rencontres d'information, des prises de position et du lobbying auprès des gouvernements africains.  
[www.acbio.org.za](http://www.acbio.org.za)  
[www.africancba.org](http://www.africancba.org)



Tourisme non durable et biodiversité commercialisée : dans l'aire de conservation du Ngorongoro en Tanzanie, les Massais sont systématiquement chassés de leur habitat ancestral par le gouvernement.

© Hans-Juergen Burkard/laif

cette transformation s'effectue du jour au lendemain, mais on pourrait au moins poser quelques bases. L'agro-écologie constituerait une stratégie extrêmement efficace, également en ce qui concerne la protection du climat et l'adaptation à ses changements ainsi que le renforcement de la résilience des groupes vulnérables. Pour cela, il faut cependant modifier les rapports de force : non plus une poignée de grands groupes, mais de nombreux actrices et acteurs locaux et décentralisés.

**De telles revendications ont-elles été reprises lors des négociations sur un nouveau cadre pour la biodiversité ?**

Non. Nous observons plutôt la volonté de continuer comme si de rien n'était et la concentration sur des approches inadaptées, à l'image de l'édition génomique, une technique de modification du génome prétendument destinée à obtenir des semences de végétaux capables de mieux s'adapter au changement climatique. Plus de biotechnologie, c'est ce que réclament essentiellement les grands groupes agro-

chimiques et semenciers, soutenus en cela par de gros exportateurs de céréales tels que le Brésil, l'Argentine, les États-Unis et le Canada. On fait bien trop peu de cas du rôle des petits agriculteurs et agricultrices dans l'alimentation mondiale.

**Le nouvel accord en matière de biodiversité a été négocié par les représentantes et représentants politiques de 196 États. Vos revendications étaient-elles activement soutenues par certains d'entre eux ?**

Le Conseil mondial de la biodiversité l'a prouvé depuis longtemps : l'utilisation de pesticides - ici, dans une exploitation de roses au Kenya - est l'une des principales causes de la destruction de l'environnement.

© Hans-Juergen Burkard/laif



Malheureusement, nous n'avons reçu que peu de soutien, même de la part des États africains. La Bolivie a été l'un des rares pays à détonner par une intervention progressiste lors de la préparation de l'accord. Elle demandait que les droits de la nature soient reconnus, ancrés dans le droit international de l'environnement, et que les négociations soient moins centrées sur l'humain. Le pays adoptait en cela la perspective des groupes indigènes, dont la conscience du lien étroit reliant toutes les formes de vie sur Terre est encore souvent très forte. Dans le domaine de la protection de la biodiversité, ils auraient beaucoup à nous apprendre. ■



# AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE : L'ÊTRE HUMAIN EN PROFITE AUTANT QUE LA NATURE

En Afrique, une initiative prévoit d'intégrer l'agriculture écologique aux systèmes de production nationaux d'ici à 2025. Familles paysannes et biodiversité s'en trouveraient renforcées.

Texte : Samanta Siegfried

Workie Shumye possède une petite exploitation à Madegudina, village éthiopien situé à quelque 40 kilomètres de la capitale, Addis-Abeba. Dans son potager d'un demi-hectare, elle cultive des légumes, des plantes aromatiques et des céréales écologiques. Tout autour de la parcelle pousse de l'herbe à éléphant pour ses poules et ses vaches. L'essentiel des récoltes est destiné à sa famille. Elle vend le surplus au marché. «Nourrir sainement ma famille, c'est ma priorité. Les revenus du marché sont un complément bienvenu», déclare-t-elle dans un article de la revue éthiopienne *MIZAN*.

Workie Shumye est membre de l'initiative «Agriculture écologique et biologique» (initiative AEB), un projet de l'ONG Biovision Africa Trust. Celle-ci promeut l'agriculture écologique en Afrique et contribue à améliorer la sécurité alimentaire.

L'initiative est née en 2011 de la décision de l'Union africaine d'intégrer l'agriculture écologique aux systèmes nationaux de production agricole d'ici à 2025. Actuellement mise en œuvre dans neuf pays (Bénin, Éthiopie, Kenya, Mali, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Rwanda), elle est soutenue dans une large mesure par la DDC.

## Le rôle majeur de la chaîne de valeur

Ces dernières années, l'agriculture écologique a effectivement gagné du terrain sur le continent africain. Quelque 2 millions d'hectares sont exploités aujourd'hui, contre 1,8 million d'hectares en 2016. Le rôle de l'agroécologie dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la



Marché dans la province de Ketou, au Bénin. Augmenter la part de légumes écologiques constitue l'un des objectifs de l'initiative EOA.

© Patrick Friet/hemis/aiif

dégradation des sols, la pauvreté et le changement climatique est de plus en plus largement reconnu.

Les défis restent néanmoins nombreux. «La volonté politique d'encourager l'agriculture écologique fait souvent défaut», regrette Venancia Wambua, cheffe de projet de l'initiative AEB. L'accès aux outils écologiques et aux informations sur les méthodes de culture, les moyens de production et les infrastructures de marché est très restreint. «Plus que tout autre élément, la chaîne de valeur devra jouer un rôle majeur dans notre travail», affirme Venancia Wambua.

Outre la transmission de savoir et la mise en relation des actrices et acteurs, un objectif central de l'initiative est d'accroître la part des produits écologiques de qualité sur les marchés locaux et nationaux. L'initiative apporte, par exemple, son soutien à des productrices et producteurs pour le transport des produits, facilite leur accès aux semences et aux engrais biologiques ou les met en relation avec des instituts fi-

nanciers qui leur octroient des crédits à un taux avantageux. « Nous n'encourageons pas uniquement la fabrication de produits, mais aussi leur transformation en denrées alimentaires commercialisables, comme la sauce tomate », précise Venancia Wambua.

« Les paysannes et paysans sont nombreux à s'intéresser à l'agriculture agroécologique », constate Atalo Belay, du réseau Pesticide Action Network (PAN) et responsable du conseil et de la communication relatifs à l'initiative AEB pour l'Éthiopie. Leur motivation est d'autant plus grande que leurs revenus sont même susceptibles d'augmenter après les trois premières années. Atalo Belay conseille les familles paysannes sur les méthodes de culture et la fabrication de compost ou d'engrais biologiques. Il les épaula aussi lors de la



Workie Shumye, agricultrice éthiopienne, vend ses légumes au marché local.

© Initiative EOA

création de coopératives agricoles ou de procédures de certification, deux processus « très exigeants ».

À Addis-Abeba, l'agricultrice Workie Shumye coordonne aujourd'hui un marché paysan bio qui a vu le jour dans le cadre de l'initiative, le but étant aussi de mettre en contact fermes et clientèle. L'idée semble plaire : pour répondre à la forte demande, le marché, mensuel à ses débuts, se tient déjà deux fois par mois.

Ce qui est moins aisé, c'est, selon Atalo Belay, d'intégrer à la chaîne de valeur des familles paysannes de régions très reculées. Dans certains villages, on expérimente donc la formule du panier de légumes : les consommatrices et consommateurs s'approvisionnent directement auprès des exploitations locales via un abonnement.

### Des semences écologiques bien à soi

Favoriser une agriculture écologique préserve aussi la biodiversité. Un projet au Bénin le montre : un groupe de seize paysannes et paysans s'est formé pour produire des semences écologiques de bananes. Dans ce pays, les agricultrices et agriculteurs n'ont pratiquement accès qu'à des semences de qualité médiocre, fréquemment attaquées par des

parasites. Actuellement, le groupe gère un lit de semis dans lequel les semences sont conservées jusqu'à leur transplantation.

Au Kenya, des groupes d'agricultrices et agriculteurs, essentiellement des femmes et des jeunes, bénéficient d'une formation en agroforesterie. Des espèces pluriannuelles sont de plus en plus souvent intégrées aux cultures. Elles fournissent des fruits, mais aussi de la nourriture pour les animaux, et protègent les sols de l'érosion. Deux pépinières permettent désormais de stocker plus de 35 000 plants d'arbres.

Lancée en 2014, l'initiative AEB obtient des résultats positifs dans tous les pays. En Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya, au Bénin et au Nigéria, des normes et des procédures de certification écologique ont été introduites. Tous les producteurs et productrices ont obtenu leur certification. Des marchés paysans bio ont vu le jour, des instruments permettant de récolter des informations sur le marché ont été créés et des banques de données constituées. Au moins 21 000 agricultrices et agriculteurs ont ainsi été intégrés au réseau. ■

### MAINTENIR LA DIVERSITÉ DES SEMENCES

Le manque d'accès à des semences de qualité constitue l'une des entraves majeures à l'augmentation de la productivité et, par conséquent, à la sécurité alimentaire. Le Programme de développement intégré du secteur semencier en Afrique (ISSD) entend faciliter l'accès des familles paysannes à des semences variées et de qualité de leur choix. Le projet, qui allie initiatives publiques et privées, entend concilier les objectifs de la sécurité alimentaire et du développement économique, grâce à une meilleure disponibilité des semences et à des interactions entre les systèmes semenciers formels et informels. Il s'agit de renforcer la chaîne de valeur dans ce domaine, depuis la multiplication des semences jusqu'à leur commercialisation, en portant une attention particulière à l'entrepreneuriat. Le projet est soutenu par la Suisse et les Pays-Bas. Sa mise en œuvre est assurée par le Wageningen Centre for Development Innovation de l'Université néerlandaise de Wageningen.

# UNE PLUS GRANDE DIVERSITÉ DANS LES CHAMPS

La faim et la malnutrition sont très répandues dans de nombreuses régions d'Afrique et d'Asie. Un projet collectif mené à l'échelle internationale entend améliorer la situation des populations locales grâce aux variétés traditionnelles.

Texte : Samanta Siegfried

Prenons l'amarante. La plante pousse vite, ses feuilles peuvent être récoltées en continu. Peu exigeante, elle supporte bien la sécheresse. Feuilles et tiges sont riches en fer et ont une teneur en protéines élevée. Présentée depuis quelques années comme superaliment, l'amarante reste pourtant un produit de niche sur le marché. Comme beaucoup de variétés traditionnelles, elle a été évincée au fil des ans. Blé, riz et maïs : ces trois céréales fournissent à elles seules 42 % des calories consommées aujourd'hui dans le monde.

## Les familles paysannes impliquées d'emblée

Lancé en 2021, le projet CROPS4HD (Consumption of Resilient Orphan Crops & Products for Healthier Diets) entend remédier à cette situation. Ses objectifs sont la réhabilitation et la préservation de semences traditionnelles oubliées pour améliorer les moyens de subsistance de la population. Contrairement aux plantes utilisées pour les cultures de rente, les variétés traditionnelles sont souvent très nourrissantes, supportent bien les périodes de sécheresse et résistent aux nuisibles.

«En Inde, beaucoup de familles paysannes connaissent bien les plantes tra-

ditionnelles, mais ne les cultivent plus», observe Tanay Joshi, collaborateur scientifique auprès du FiBL. Cet institut de recherche en agriculture biologique basé à Frick (AG) est chargé de la mise en œuvre du projet CROPS4HD en collaboration avec l'ONG SWISSAID et l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA). Actuellement mené au Niger, au Tchad, en Tanzanie et en Inde, CROPS4HD est cofinancé par la DDC.

Tanay Joshi, responsable du projet de recherche en Inde et en Tanzanie, relève deux difficultés majeures : la disponibilité insuffisante des semences et le

manque d'accès au marché. «La culture de variétés traditionnelles ne bénéficie toujours pas de l'intérêt auquel elle aurait droit, que ce soit de la part de la population ou de celle du secteur privé», déplore-t-il. La demande est irrégulière, il n'existe pas de garantie d'achat ni de prix fixé sur le marché. «Pour les familles de petits agriculteurs et agricultrices, le risque est considérable.»

Pour minimiser ce risque, le projet agit à trois niveaux. D'abord, des semences sont achetées auprès de différents acteurs et mises à la disposition des agricultrices et agriculteurs, à qui sont enseignées des méthodes de culture



Des agricultrices indiennes choisissent la variété d'amarante qui leur convient le mieux.

© CROPS4HD



Des agricultrices et agriculteurs évaluent la culture ainsi que la récolte de différentes variétés de haricot mungo sur un terrain d'essai.

© CROPS4HD

### UNE LOI INDIENNE SUR LES SEMENCES

Depuis les années 1990, l'Organisation mondiale du commerce exige de ses membres qu'ils disposent en tout cas d'une législation en matière de protection des variétés végétales. De nombreux États ont dès lors adopté la Convention de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), qui limite la production, la commercialisation et l'échange de semences. Ce texte est toutefois régulièrement critiqué, puisqu'il ne reconnaît des droits qu'aux obtenteurs de semences et met les agricultrices et agriculteurs de côté. En Inde, à la suite d'une opposition véhémente de la société civile, le gouvernement a décidé de ne pas signer la Convention UPOV. Le pays a élaboré sa propre loi. Adopté en 2001, ce texte autorise la cohabitation des systèmes semenciers institutionnel et paysan. La loi indienne sur la protection des variétés est unique en son genre et permet de prendre en compte différentes communautés d'intérêt.

agroécologiques. Ensuite, les consommatrices et consommateurs doivent être davantage familiarisés avec ces produits et la demande stimulée. Enfin, il s'agit de faire progresser la politique pour intégrer les variétés traditionnelles au système semencier formel et accroître leurs chances sur le marché. La constitution de banques de données communes est aussi encouragée, pour un meilleur accès des productrices et producteurs aux semences.

«Il nous faut d'emblée impliquer les familles paysannes dans ce projet», poursuit Tanay Joshi. Notamment via la sélection participative, effectuée dans les champs d'essais. Dans un premier temps, les participantes et participants définissent les principaux critères qu'une variété doit remplir à leurs yeux : durée de conservation, rendement ou texture des feuilles, par exemple.

«L'objectif est d'établir quelles sont les variétés privilégiées par les agricultrices et agriculteurs», explique Tanay Joshi, qui a suivi un essai de ce genre au mois de septembre, dans une ferme de l'État de Karnataka, dans le sud-ouest de l'Inde. «Le choix de la variété est ainsi adapté à leurs besoins, et non l'inverse.»

Parallèlement aux ateliers offerts aux familles paysannes, le projet entend explorer de nouveaux secteurs. Six marchés devraient être inaugurés dans les trois États du Bengale occidental, d'Odisha et de Karnataka, où les productrices

et producteurs pourront vendre leurs marchandises agroécologiques directement à leur clientèle. Ils bénéficieront en outre d'un soutien pour le transport ou le stockage des denrées.

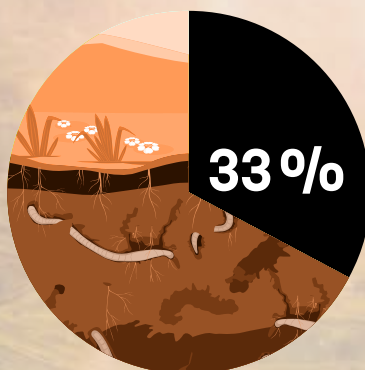
### « Une période peu propice à l'expérimentation »

Il n'est pourtant pas si simple de convaincre les agricultrices et agriculteurs, constate Pramod Pradhan, de l'ONG SWISSAID, qui suit le projet en Inde. Les conséquences du changement climatique sont de plus en plus palpables dans le pays. Actuellement, les précipitations connaissent un niveau inégalé depuis des mois. Les récoltes et les voies de transport sont détruites. «C'est une période peu propice à l'expérimentation», résume Pramod Pradhan. C'est pourquoi il est important que les familles paysannes forment un réseau. Les informations relatives à de nouvelles méthodes de culture ou à des variétés traditionnelles circuleraient ainsi plus efficacement, le transport vers les marchés serait simplifié et les coûts, en lien avec la certification bio par exemple, seraient répartis. Actuellement, six coopératives paysannes sont planifiées dans le cadre du projet.

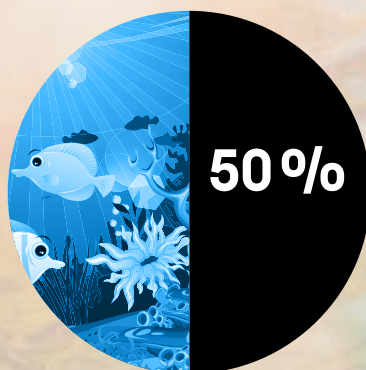
«Au bout de la chaîne, il faut que les produits gagnent la confiance des consommatrices et consommateurs», déclare Pramod Pradhan. CROPS4HD encourage donc les initiatives favorisant les échanges. Il s'agit en particulier de visites aux familles paysannes pour connaître leurs méthodes de culture. La campagne prévoit aussi des festivals de semences, des concours culinaires ou des livres de recettes. Dans les plus grandes villes, on essaie de mettre les petits producteurs et productrices en relation avec des magasins bio. En fin de compte, tout est lié : «Plus la population sera sensibilisée à la valeur nutritive et à la diversité des plantes comestibles, plus les agricultrices et agriculteurs seront enclins à les cultiver», conclut Pramod Pradhan. ■

# FAITS ET CHIFFRES

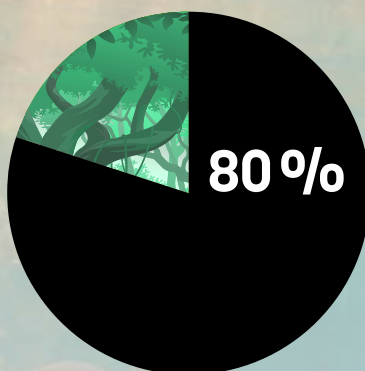
## Recul de la biodiversité



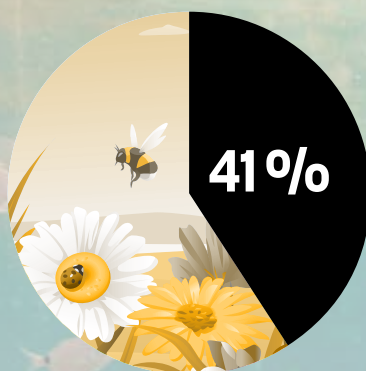
Sur notre planète, **33%** des couches arables (jusqu'à 40 cm de profondeur) sont dégradées.



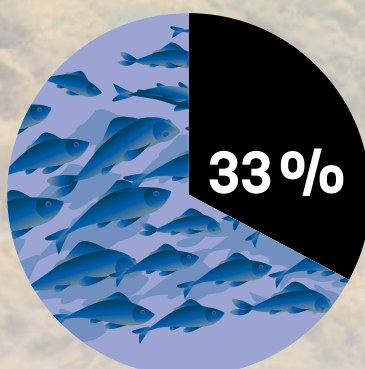
Le système corallien mondial est détruit à **50%**.



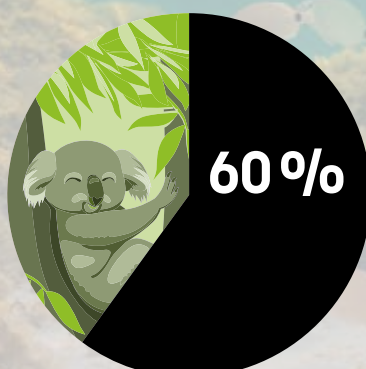
L'agriculture est responsable de **80%** de la déforestation du globe.



Au cours des dernières décennies, les effectifs de **41%** des espèces d'insectes répertoriées ont diminué.



Environ **33%** des réserves de poissons sont épuisées.



Depuis 1970, les populations de vertébrés (mammifères, poissons, oiseaux, amphibiens et reptiles) ont chuté de **60%**.

## Chiffres clés

**Pour les seules solutions fondées sur les forêts**, notamment leur gestion, leur conservation et leur restauration, 203 milliards de dollars par an seraient nécessaires, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Cela équivaut à quelque 25 dollars par an et par citoyenne/citoyen.

**La pollution marine** par les plastiques a été multipliée par dix depuis 1980, affectant au moins 267 espèces, dont 86 % des tortues de mer, 44 % des oiseaux de mer et 43 % des mammifères marins.

**La présence d'espèces exotiques envahissantes** s'est accrue de 40 % depuis 1980, entre autres en raison de la globalisation des échanges commerciaux et du tourisme. Près d'un cinquième de la surface terrestre est menacé par des plantes et animaux invasifs, avec des conséquences négatives pour les espèces endémiques, les fonctions écosystémiques et la santé humaine.

« La perte de biodiversité coûte déjà à l'économie mondiale 10 % de sa production chaque année. Si nous ne finançons pas suffisamment les solutions fondées sur la nature, nous aurons une incidence sur la capacité des pays à progresser dans d'autres domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et l'emploi. Si nous ne sauvons pas la nature maintenant, nous ne serons pas en mesure de parvenir à un développement durable. »

Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

### Sources et liens

#### « Rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques »

À ce jour, le rapport le plus complet sur l'état actuel de la biodiversité dans le monde. Cinq cents expertes et experts y ont contribué, analysant plus de 15 000 publications scientifiques.

<https://ipbes.net/global-assessment>

#### « Biodiversité et développement durable »

La brochure « Synthèse des liens » (Nexus Brief) montre en quoi le thème de la biodiversité joue un rôle central dans le travail de la DDC.

<https://www.shareweb.ch/site/Climate-Change-and-Environment/Documents/09NexusBrief-Biodiversity-EN.pdf>



# EN LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ET LA PARTICIPATION

En Mongolie, la jeunesse déçue se détourne de la politique. Mais une minorité de jeunes engagés ne baisse pas les bras devant les abus et n'hésite pas à interpeller la classe dirigeante.

Texte: Matthias Kamp

Lorsqu'elle pense à ses rencontres avec les représentants du gouvernement, Zolazaya Batkhuyag est en colère: «Ils nous invitent pour nous écouter et admettent même que nous avons largement raison, explique la jeune Mongole de 38 ans, mais rien ne change.»

Née dans la capitale Oulan-Bator, Zolazaya Batkhuyag a fait des études de droit. En 2010, elle est l'une des fondatrices de l'organisation Women for Change qui regroupe une centaine de membres. L'ONG lutte contre la corruption, la violence domestique et la discrimination des femmes. Avec le soutien d'anciens étudiants et étudiantes, elle s'engage également pour la participation politique des jeunes, et surtout des femmes. «Le travail du gouvernement est tout simplement mauvais», commente Zolazaya Batkhuyag.

## Mécontentement et frustration

Women for Change et d'autres organisations similaires suscitent un intérêt grandissant en Mongolie, car le mécontentement et la frustration augmen-

tent, surtout parmi les jeunes. Dans une économie en berne après la pandémie de Covid-19, la colère éclate contre l'enrichissement de la classe dirigeante, le manque de perspectives professionnelles et économiques ainsi que l'absence de participation. Les jeunes ont le sentiment que le gouvernement ne remplit pas ses fonctions et certains envisagent d'émigrer.

Selon un sondage réalisé par l'ONU en 2016, 60% des 15-24 ans estiment que la politique est un domaine «sale». D'après eux, les injustices dégoûtent les personnalités intègres de s'engager dans cette voie. Une attitude qui n'a guère changé au cours des dernières années, observent les expertes et experts.

Le 7 avril dernier, des milliers de personnes, souvent de jeunes étudiantes et étudiants, défilaient dans les rues d'Oulan-Bator pour exprimer leur colère. La foule réclamait une justice indépendante, une fiscalité équitable et de meilleures opportunités d'emploi. Selon certains témoins, la police a matraqué plusieurs contestataires pacifiques. Résultat: les protestations ont enflé le lendemain.

Le gouvernement n'est pas resté indifférent devant ces manifestations politiquement larges et indépendantes, qui dénonçaient un large éventail de dysfonctionnements. Finalement, le Premier ministre Oyun-Erdene Luv-sannamsrai s'est senti obligé de parler

aux protestataires, promettant de tenir compte des préoccupations des jeunes. Mais, jusqu'ici, la situation ne s'est pas véritablement améliorée. Plus d'un an après les manifestations, la confiance dans la classe dirigeante n'est toujours

---

### INSATISFACTION FACE À LA DÉMOCRATIE

Enclavée entre les grandes puissances russe et chinoise, la Mongolie a effectué une transition pacifique vers la démocratie au début des années 1990. Mais la satisfaction de la population envers ce régime politique semble en baisse. Seuls 9,3% se disent satisfaits de la démocratie, alors que 35% souhaitent un leader fort. Un constat inquiétant, révélé par un sondage de la Fondation Sant Maral en mai dernier. L'État mongol et les institutions politiques ne semblent pas être en mesure de tenir leurs promesses. «La jeune génération commence à perdre confiance», écrit le politologue Badamdash Dashdavaa, surtout en raison des inégalités économiques.» Le clivage grandissant entre les riches et les pauvres dégrade la confiance de la population envers les institutions.

<https://www.santmaral.org>

Jeune couple devant le gratte-ciel Blue Sky, symbole de la nouvelle architecture de la capitale mongole.

© Serge Sibert/REA/laif

pas rétablie. « En politique, l'enjeu est uniquement d'établir de bonnes relations », relève Zolazaya Batkhuyag. Les personnes qui se lancent dans la politique ne le font généralement pas pour améliorer les conditions de vie, mais pour s'assurer des revenus, constatent de nombreux spécialistes.

« Tout engagement politique est soupçonné de motivations financières, et c'est une catastrophe pour la collectivité », analyse Julian Dierkes, expert pour la Mongolie à l'Université de Colombie-Britannique, à Vancouver. Trente ans après la chute de l'Union soviétique et la transition vers la démocratie, l'ancienne mentalité semble pré-

valoir. Jusqu'au début des années 1990, la Mongolie était politiquement proche de l'URSS.

### Morosité économique

« La situation économique est un facteur essentiel du mécontentement de la population », souligne Zolazaya Batkhuyag. Alors que le produit intérieur brut de la Mongolie a reculé de 4,4% au cours de la première année de pandémie, la baisse n'était plus que de 1,4% l'an dernier. Si la Banque mondiale prévoit une croissance de 2,5% pour 2022, cette progression s'avère toutefois faible pour un pays émergent comme la Mongolie.

La conjoncture morose est en partie due à la pandémie de Covid-19. Le gouvernement a levé quasiment toutes les restrictions sanitaires, mais la politique « zéro covid » des autorités chinoises

affecte gravement l'économie mongole. La fermeture quasi totale de la frontière avec la Chine entrave les échanges commerciaux et paralyse l'économie. S'y ajoute la montée des prix des matières premières et des produits alimentaires importés, notamment de Russie. Selon les prévisions de la Banque asiatique de développement, l'inflation pourrait atteindre 14,7% cette année, réduisant d'autant le pouvoir d'achat de la population.

D'autres facteurs pèsent sur la dynamique conjoncturelle et les perspectives d'emploi, notamment pour les jeunes. La Mongolie est aux prises avec de graves problèmes structurels. Malgré une production massive de matières premières et la présence d'importants gisements de cuivre sur le territoire, la création de valeur se fait ailleurs.

Le cuivre est ainsi exporté en Chine. La Mongolie s'est trop longtemps repo-

La jeunesse mongole - ici, à la périphérie d'Oulan-Bator - fait face à un avenir incertain. Les perspectives professionnelles font défaut et la transformation des matières premières, créatrice de valeur, est réalisée principalement à l'étranger.

© Gilles Sabrie/NYGT/Redux/laif





sée sur les revenus de ses matières premières et ne possède pas les structures industrielles nécessaires à la transformation, créatrice de valeur.

## Réformes bâclées

Dans d'autres domaines, les responsables politiques n'ont pas non plus pris les mesures qui s'imposent. Au lieu de mener des réformes structurelles pour créer des emplois plus nombreux et mieux rémunérés pour la jeune génération, ils se sont contentés d'augmenter les allocations familiales, les retraites et les prestations de l'assurance chômage. Tandis que, sur le plan des salaires, un médecin formé en Australie ne gagne que l'équivalent de 300 francs.

Le gouvernement ferait probablement mieux d'investir dans des réformes durables pour rééquilibrer le système éducatif: celui-ci produit un grand nombre de diplômés universitaires en droit et en économie, qui ne sont pas toujours bien formés et se retrouvent parfois à occuper des emplois mal payés, comme magasinier/magasinier. Alors que l'industrie manque de travailleuses et travailleurs qualifiés.

Autre préoccupation évoquée par Zolazaya Batkhuyag et son association Women for Change: la fermeture des écoles au début de la pandémie. Le personnel enseignant a certes poursuivi son travail, en donnant des cours privés et à distance. Mais, en région rurale, les familles ne possèdent pas d'équipements techniques comme les ordinateurs portables et un accès rapide à Internet. «À la campagne, les enfants ont manqué deux ans d'éducation», s'inquiète-t-elle.

Dans le cadre d'ateliers et de conférences, Zolazaya Batkhuyag et ses collègues travaillent en outre sur le grave problème des violences faites aux femmes. Selon une enquête mongole, 57% des femmes ont déjà subi des violences domestiques. Dans de nombreux cas, il s'agit de maltraitances répétées. La jeune génération de Mongolie déplore également la dif-

ficulté d'accéder à la sphère politique. Les obstacles sont surtout de nature financière. «Pour mener une campagne électorale en Mongolie, il faut beaucoup d'argent. Des ressources que la plupart des jeunes n'ont pas», déclare Zolazaya Batkhuyag.

Pourtant, l'espoir de la Mongolie repose désormais sur la jeune génération. Les 20-40 ans sont ouverts au monde et s'intéressent à l'éducation. Beaucoup ont étudié à l'étranger, que ce soit aux États-Unis, en Australie ou en Corée du Sud. Une récente enquête menée par la fondation allemande Friedrich Ebert auprès des jeunes a révélé que 80% d'entre eux suivaient la situation mondiale et l'actualité internationale. Selon Viktor Frank, directeur de la fondation allemande Konrad Adenauer à Oulan-Bator, les jeunes font preuve d'un grand engagement: «Elles et ils sont prêts à prendre des responsabilités.» Le changement de génération dont la Mongolie a tant besoin pourrait enfin se réaliser. ■

\* *Sinologue basé à Pékin, Matthias Kamp est correspondant de la Neue Zürcher Zeitung pour la Chine et la Mongolie depuis 2021.*

## LA MONGOLIE EN BREF

### Nom

Mongolie (État de Mongolie)

### Capitale

Oulan-Bator

### Population

3,3 millions

Les principaux groupes ethniques sont les Chalcha (81,5%) avec divers petits sous-groupes, ainsi que les Kazakhs (4,3%). Environ 30% de la population a moins de 30 ans; l'âge moyen est de 29,8 ans. La population a augmenté de 1,94% en 2021. Quelque 69% des personnes vivent dans les villes, surtout à Oulan-Bator. La majorité des jeunes ne souhaitent plus vivre comme bergers des steppes. L'urbanisation progresse de 1,7% chaque année.

### Religions

Bouddhisme: 51,7%  
 Sans confession: 40,6%  
 Islam: 3,2%  
 Chamanisme: 2,5%  
 Christianisme: 1,3%  
 Autres: 0,7%

### Alphabétisation

Quelque 98% de la population sait lire et écrire. C'est l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés d'Asie.

### Chômage des jeunes

Selon les données officielles, 18% des jeunes de 20 à 24 ans sont sans emploi.



Sur le terrain avec...

## STEFANIE BURRI

CHEFFE DU BUREAU DE COOPÉRATION ET DE L'AGENCE CONSULAIRE  
À OULAN-BATOR

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

Je vis dans la ville d'Oulan-Bator, la capitale mongole. Quand on s'éloigne du centre, les tours d'une quinzaine d'étages font place aux constructions plus basses et aux yourtes. En hiver, la température peut descendre jusqu'à -35°C et la qualité de l'air se détériore, car les maisons sont principalement chauffées au charbon. Fortement dépendante de l'énergie et de l'électricité russes, la Mongolie craint les retombées de la guerre en Ukraine. Le gouver-



© DDC

nement tente de garder une attitude neutre. La plupart de nos projets sont menés à la campagne. Ce n'est pas facile de les visiter, car il y a peu de vols intérieurs et la qualité des routes se dégrade dès que l'on sort des chefs-lieux. Il faut alors prendre des chemins de gravier avec des nids-de-poule pour rejoindre les villages. Aussi, je regroupe généralement plusieurs visites de projets. Récemment, nous avons visité à Darkhan, au nord d'Oulan-Bator, de petites exploitations agricoles pour nous rendre compte de leurs capacités de stockage des récoltes.

La sécurité alimentaire constitue un point fort de notre travail. La Mongolie dépendait entièrement des exporta-

tions, principalement de Chine, pour la pomme de terre. Nous avons aidé un institut de recherche public à sélectionner des variétés adaptées au climat, qui permettent aux familles paysannes d'obtenir de bonnes récoltes. Aujourd'hui, la consommation de pommes de terre est entièrement couverte par la production locale. La culture de carottes, de betteraves et de choux a également progressé grâce à de meilleures semences. L'importance de couvrir localement les besoins alimentaires s'est manifestée en particulier durant la pandémie de Covid-19, qui a entraîné l'arrêt des importations de nombreuses marchandises.

Après notre visite à Darkhan, nous nous sommes rendus à Erdenet, à 180 kilomètres à l'ouest. Dans cette région, la DDC a contribué à rénover des écoles, à former des enseignantes et enseignants et à élaborer le programme des cours. Je voulais me rendre sur place pour comprendre les facteurs de réussite ou d'échec éventuels. En général, je rencontre aussi les représentantes et représentants des autorités locales pour savoir ce qu'ils pensent de notre travail et discuter des possibilités d'intégrer nos projets dans les structures existantes. Les questions de bonne gouvernance sont au cœur de tous nos projets. Le gouvernement a réalisé de grands progrès dans la numérisation des services publics, par exemple pour l'obtention d'un acte de naissance ou de mariage. La transparence dans les services publics s'est accrue, mais la corruption demeure un problème majeur et la répartition des ressources du pays reste très inégale.

L'engagement de la DDC en Mongolie prendra fin en 2024. Nous sommes en

train de confier nos projets à des partenaires locaux. Il s'agit d'assurer une bonne communication et de veiller à un cadre juridique sûr. Mon équipe a déjà été réduite d'un tiers et se compose actuellement de seize personnes, dont treize femmes. Les collaboratrices et collaborateurs qui ont dû partir ont toutefois trouvé sans problème des emplois auprès d'autres organisations internationales en Mongolie. C'est très réjouissant, car le savoir acquis dans le cadre de nos projets continue ainsi à déployer ses effets dans le pays. ■

### L'ENGAGEMENT DE LA DDC EN MONGOLIE

La Suisse est présente en Mongolie depuis 2001. Elle a fourni une aide humanitaire aux populations nomades appauvries par un hiver extrêmement rigoureux lors duquel de nombreux animaux de rente ont péri. En 2004, la DDC a ouvert un bureau à Oulan-Bator. Son engagement portait sur la sécurité alimentaire, le développement de l'agriculture et l'utilisation durable des ressources naturelles. Les domaines de la bonne gouvernance, de l'éducation, du changement climatique et du développement urbain sont venus s'ajouter par la suite. En raison de la stratégie de coopération internationale 2021-2024 qui se concentre sur quatre régions prioritaires, le bureau d'Oulan-Bator sera fermé fin 2024. Il s'agira d'entretenir les relations nouées dans les secteurs de l'économie, de la culture et de la science. La Suisse assurera en outre une aide d'urgence à la Mongolie en cas de crise humanitaire.

Voix de... Mongolie

# CHÈVRES NOIRES ET PRODUITS DE NICHE

J'aimerais vous raconter comment mon hobby est devenu une activité professionnelle et pourquoi je fabrique aujourd'hui du fromage. À l'origine, j'ai étudié la radiothérapie en Allemagne avant de travailler dans le secteur de la santé avec des patientes et patients atteints de cancer. En 2013, ma famille a fondé le camp touristique Five Rivers dans la localité du même nom, située dans le nord de la Mongolie, plus précisément dans la province de Khuvsgul. Il s'agit d'un ensemble de yourtes, que nous appelons «ger» en Mongolie. C'est dans cette région magnifique que j'ai

vu pour la première fois des milliers de chèvres noires broutant librement dans les montagnes et vallées.

Ces chèvres permettent aux familles pastorales de produire la laine de cachemire la plus fine et la plus chère du monde. En revanche, le lait de chèvre n'est pas utilisé, sauf éventuellement pour les besoins de la famille. Encore très rare en Mongolie, la traite des chèvres n'est pas assez lucrative. Le prix du lait sur le marché est beaucoup trop bas et le transport vers les villes est difficile et pénible.

En observant la vie des bergères et bergers à Five Rivers, j'ai discuté avec quelques familles de la possibilité d'utiliser le lait de chèvre, un produit aussi précieux que sain. Au fil du temps, cette idée s'est concrétisée dans la fabrication de fromage. Au début, l'objectif était de produire du fromage exclusivement à partir de lait de chèvre, et seulement l'été pour les hôtes du camp. Mais, après réflexion, j'ai changé d'avis, sachant que le lait doit être récolté et transformé chaque jour tout au long de l'année.

Grâce à mes études et à mes connaissances linguistiques, j'ai pu suivre des cours de fabrication du fromage en Allemagne. J'y ai appris les bases de la composition du lait, les différents procédés de fabrication du fromage, les astuces pour éviter les ratés ainsi que la gestion efficace d'une entreprise.

En 2017, mon mari et moi avons créé une petite fromagerie fermière avec 30 vaches. Elle se trouve à environ 130 kilomètres d'Oulan-Bator. Nous avons construit une étable pour les vaches afin de les protéger du grand froid en hiver. D'ordinaire, les vaches et les autres animaux (moutons, chèvres, etc.) sont à l'extérieur toute l'année et ne disposent que d'un abri semi-ouvert.

Après plusieurs mois d'essais, je suis fière de pouvoir proposer différents fromages à notre clientèle. Nous fabriquons de véritables produits de niche, comme le camembert que l'on ne trouve pas encore sur le marché ou alors uniquement comme produit importé d'Europe. Il n'y a encore pratiquement pas de fromage mongol, alors que la demande est là.

En ce qui concerne la transformation du lait, la Mongolie a encore beaucoup à apprendre. Les connaissances sont faibles par rapport à celles de l'Allemagne ou de la Suisse. C'est pourquoi nous avons cherché un spécialiste à travers la fondation allemande Senior Experten Service. Après quatre ans d'attente, le maître fromager suisse Carlos Marbach nous a rendu visite pour une première mission en août 2022. Avec son savoir-faire et sa passion, il nous a aidés à optimiser et à standardiser les processus de production ainsi qu'à élargir notre assortiment. Nous espérons vivement continuer à travailler avec lui dans les années à venir. ■



**DORLIGJAV TUMURTOGOO** a terminé ses études en 1986 à l'Université technique d'Ilmenau, en Allemagne. Puis elle a travaillé comme physicienne médicale au centre de cancérologie d'Oulan-Bator, en Mongolie. En 2000, elle a obtenu son doctorat à l'Université Karl-Ruprecht de Heidelberg. Elle a ensuite suivi des formations continues en radiothérapie, ainsi qu'en gestion de projet et d'entreprise. Depuis 2001, elle est entrepreneuse dans le secteur privé.



«Історія - скарбниця наших днів,  
свідок минулого, приклад і пошану  
для сьогоднішнього, попередження  
для завтрашнього»  
Місто Сєвєродонецьк

МІП

Місто Сєвєродонецьк

# COMMENT CONJUGUER HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a détruit de nombreuses communautés et menace la vie de millions de personnes. La DDC, active depuis plusieurs décennies dans ce vaste pays, a pu rapidement réagir à la crise. Elle a épaulé l'Aide humanitaire pour répondre aux besoins urgents et adapté ses projets initiés avant la guerre grâce à une grande flexibilité.

Texte : Zélie Schaller

La nuit où tout a basculé. Le 24 février dernier, la population ukrainienne se réveille en sursaut, au son des bombardements russes. Il est 4h30: les premières explosions déchirent au loin le ciel de Kiev. La guerre d'agression de la Russie contre son voisin a débuté.

Engagée en Ukraine dans des activités de coopération internationale (CI) depuis les années 1990, la Suisse a rapidement pu fournir une aide humanitaire sur le terrain. Les contacts établis de longue date ainsi que les ressources et projets existants ont été mis à profit pour répondre aux besoins urgents et croissants. Depuis le début de la guerre, Berne a acheminé plus de 680 tonnes de matériel de secours: «Des tentes pour les refuges, des médicaments, des lits d'hôpitaux, des chaises roulantes ou encore des véhicules d'extinction pour lutter contre les incendies», cite en

exemple Eileen Hofstetter, conseillère principale pour l'Aide humanitaire à l'Ambassade de Suisse en Ukraine. De plus, 4750 tonnes de nourriture ont été achetées sur place en mars et avril derniers pour venir en aide à la population et appuyer l'économie locale.

## Lien entre aide humanitaire et CI

Dans les zones accessibles, des spécialistes du Corps suisse de l'Aide humanitaire mettent en œuvre des projets à moyen terme dans les secteurs de l'eau, de la santé et de la protection. Ces mesures s'appuient sur le programme de coopération existant et le complètent. Tandis que la CI, forte de son expérience dans le pays, adapte avec flexibilité et créativité ses activités pour parer au plus urgent.

Jusqu'au 24 février, le projet DECIDE (Decentralization for Improved Democratic Education) a contribué à la décentralisation du système scolaire ukrainien et investi dans l'école en ligne. Dès le début de la guerre, la DDC a réagi. Les établissements scolaires et les jardins d'enfants ont été convertis en abris temporaires pour les personnes déplacées. «Nous

## UN TRÈS LONG MARATHON

Après l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre en Ukraine orientale, les traumatismes étaient profonds. La demande d'appui psychologique se révélait grande; elle l'est d'autant plus aujourd'hui. Grâce à son projet Mental Health for Ukraine qui soutenait la réforme du système de santé psychique ukrainien et formait du personnel dans ce domaine, la DDC a pu rapidement, via son vaste réseau, renforcer les capacités d'urgence et mobiliser des équipes de soins mobiles. Depuis le 24 février, un soutien psychologique est apporté aux personnes déplacées internes dans les gares, les abris temporaires et les hôpitaux de nombreuses régions. «Des consultations pour évaluer les besoins, puis des séances de thérapie et des traitements médicamenteux si nécessaire sont dispensés», précise Petro Ilkiv, chargé de programme national à l'Ambassade de Suisse en Ukraine. «Guérir les traumas de la guerre va s'apparenter à un très long marathon ces prochaines années», soupire-t-il.

Cette école à Kherson, au sud de l'Ukraine, a été détruite fin octobre par l'armée russe.

© Ivor Prickett/NYT/Redux/laif

avons acheté, dans les magasins locaux, draps, matelas, oreillers, couvertures et tapis de couchage», indique Ilona Postemska, chargée de programme national et experte de la gouvernance.

Puis, en juin dernier, le projet DECIDE a mis sur pied des clubs d'été dans treize municipalités sécurisées, accueillant les personnes déplacées. «Près de 7000 enfants ainsi que 400 enseignantes et enseignants y ont pris part. L'objectif était que chaque enfant puisse se sentir à la maison dans n'importe quelle région d'Ukraine», relève Ilona Postemska. Et de poursuivre: «Les clubs ont travaillé sur l'éducation à la démocratie et aux droits humains, mais aussi sur l'apprentissage des premiers secours ainsi que sur les connaissances des règles de sécurité dans les zones minées. Les enfants ont pu s'adonner aussi à l'art-thérapie.»

## Apprentissage en ligne

Après la période estivale, les cours ont repris. Les enfants ne pouvant pas se rendre à l'école travaillent sur la plateforme «All-Ukrainian Online School», dont la Suisse a financé le développement pendant la pandémie de Covid-19. Des leçons vidéo, des tests et du matériel sont mis à disposition des élèves (de la cinquième à la neuvième classe) dans 18 matières, parmi lesquelles la littérature et la langue ukrainiennes, les mathématiques, la biologie ou l'art.

Outre l'apprentissage en ligne, la plateforme permet la passation de tests ainsi que la numérisation des dossiers et certificats scolaires. Elle est désormais utilisée par des centaines de milliers d'enfants déplacés en Ukraine, mais aussi réfugiés dans 133 autres pays, dont la Suisse. Le mode d'emploi du portail a été traduit dans dix langues pour que les professeurs à l'étranger puissent aider les élèves ukrainiens.

Un autre projet, intitulé EGAP (E-Governance for Accountability and Participation), soutient les enfants. Alors

qu'un homme déplacé interne souhaitait organiser des cours d'informatique à Bar, ville située dans l'oblast de Vinnytsia au centre du pays, EGAP a fourni notamment des ordinateurs portables. «Nous sommes heureux que les enfants de notre communauté reçoivent des connaissances en matière de culture numérique, de graphisme et d'animation. Elles et ils sont ravis d'acquérir de nouvelles compétences», se félicite Igor Stavniuk, secrétaire du comité exécutif du conseil municipal de Bar.

## Alertes d'urgence

Avant la guerre, EGAP aidait les communes ukrainiennes à numériser leurs services pour favoriser la participation citoyenne, la transparence et l'efficacité. Aujourd'hui, la plateforme développée pour des pétitions et consultations en ligne ou des budgets participatifs notamment, informe la population sur les menaces aériennes ou les objets potentiellement explosifs via des alertes d'urgence. D'autres services ont été introduits: la fourniture de documents de voyages électroniques, l'enregistrement des personnes déplacées et la numérisation de leurs documents de santé pour qu'elles puissent continuer à bénéficier des services publics.

Un site a également été lancé pour permettre aux Ukrainiennes et Ukrainiens ayant souffert de l'agression russe de déposer une demande d'indemnisation auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. «Trois millions de personnes l'ont visité et 7600 ont rempli le formulaire», précise Ilona Postemska.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi des dizaines de projets qui ont été adaptés à la nouvelle situation. Grâce au travail de longue haleine de la DDC en Ukraine, une aide humanitaire rapide et importante a été et est possible, tandis que les programmes de coopération ont pu être transformés de manière cohérente. ■

## PLAN D'ACTION POUR AFFRONTÉ L'HIVER

La période hivernale rigoureuse expose à de nouvelles difficultés la population ukrainienne qui souffre déjà de la guerre. Plus de 30% des infrastructures énergétiques dans le pays sont endommagées. En de nombreux endroits, l'accès à l'eau potable et l'alimentation en électricité ne sont plus assurés et les télécommunications sont coupées en raison des attaques ciblées de la Russie. Pour remettre rapidement en état les infrastructures énergétiques du pays, le Conseil fédéral a débloqué 100 millions de francs. La Suisse soutient des entreprises énergétiques ukrainiennes pour qu'elles puissent acheter des sources d'énergie et des pièces de rechange. Elle contribue à la remise en état des systèmes de fixation de rails pour le transport de marchandises, telles que les céréales. Elle fournit également des vivres aux personnes les plus vulnérables et les aide à remplacer leurs fenêtres et à isoler leurs maisons.

## UN SOULAGEMENT IMMÉDIAT

À la suite de l'agression russe, des milliers d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens ont perdu leur emploi. Les familles ont épuisé leurs économies et peinent à joindre les deux bouts. Aussi, l'Aide humanitaire suisse soutient le projet Cash de Caritas, qui fournit de l'argent liquide aux familles les plus vulnérables, déplacées à l'intérieur du pays. «Cette aide en espèces leur permet de subvenir à leurs besoins avec dignité, tout en stimulant l'économie locale», explique Lukas Voborsky, directeur de la réponse à la crise en Ukraine chez Caritas Suisse. Puisque la nourriture et les produits sont pour la plupart disponibles, de l'argent est ainsi injecté sur le marché. Le projet offre aussi un soutien psychosocial notamment. Il apporte un soulagement immédiat à de nombreuses personnes chaque mois.

Position

# GRAZIE ALLA PLURALITÀ

Sur la carte de vœux que j'ai choisie pour 2023, on distingue les contours de six plantes aromatiques suisses: le souci, la menthe verte, la camomille, le bleuet, l'edelweiss et l'origan. Ces plantes sont le symbole de la diversité, et la carte annonce la couleur: «Grazie alla pluralità»!

Les plantes aromatiques font partie de la palette du goût suisse. Elles sont l'expression de la diversité de la nature, et donc de la biodiversité, le sujet de la présente édition d'*Un seul monde*.

Ces plantes symbolisent aussi la diversité des langues, des cultures et des opinions dans notre pays. La diversité est une force de la Suisse, et l'un de ses moteurs essentiels. Mais elle constitue également un défi: ce n'est qu'en veillant à cette diversité que nous pouvons rester ouverts à d'autres points de vue. Vivre la diversité est alors source d'innovation.

Or, pour relever les défis actuels, il faut savoir adopter des approches novatrices. À cet égard, la Suisse dispose de solides atouts qu'elle sait mettre à profit. Trois jours seulement après le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine, une équipe de spécialistes de l'Aide humanitaire a pu évaluer les besoins dans la région. Peu de temps après, les personnes touchées par la guerre ont reçu une première livraison de matériel d'urgence.

La Suisse a aidé et continue d'aider l'Ukraine de diverses manières: distributions de biens de première nécessité, soutien aux familles et aux communautés pour affronter l'hiver, réparation des infrastructures civiles endommagées, et, à long terme, définition d'un cadre politique en vue de la reconstruction du pays, avec les Principes de Lugano élaborés par 59 États et organisations lors de l'Ukraine Recovery Conference 2022.

L'innovation est également un facteur clé pour atteindre les différents objectifs de la coopération internationale. En associant les nouvelles technologies et l'expertise suisse, nous gagnerons en efficacité. Les exemples suivants mettent en lumière des approches novatrices issues du croisement des perspectives les plus diverses: les données livrées par les satellites et les drones, qui permettent d'améliorer les prévisions relatives aux récoltes; la possibilité de régler les factures par téléphone portable, qui facilite la vie quotidienne, et pas seulement dans les zones reculées; ou encore l'accès à l'information, qui favorise la transparence dans les processus démocratiques.

Nous devons également recourir à des approches novatrices pour sauvegarder la biodiversité. Lors de la Conférence des Parties sur les changements climatiques de l'ONU organisée en Égypte en novembre dernier (COP27), j'ai expliqué comment la Suisse lutte contre les conséquences de ces changements, qui menacent aussi la biodiversité. Pour préserver cette dernière, les États doivent agir de manières diverses. La Suisse partage déjà d'ores et déjà son expertise dans le domaine. C'est aussi cet engagement que symbolisent les six plantes de la carte de vœux 2023.

*Le conseiller fédéral Ignazio Cassis  
Chef du DFAE*



# OUVRIR LA VOIE À L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

La Suisse s'engage en faveur de l'application des Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires approuvés en 2014 par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies. Le chemin reste toutefois long jusqu'à une mise en œuvre complète.

Texte : Samanta Siegfried

La population mondiale croît et, avec elle, la demande de denrées alimentaires. Pour satisfaire cette dernière, des investissements supplémentaires dans l'agriculture sont nécessaires. Or, les investissements à court terme et non durables peuvent aggraver les problèmes de la faim et de la pauvreté comme les catastrophes climatiques. Pour les éviter, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations Unies a adopté en 2014 les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

sements réalisés dans leur pays soient durables et la sécurité alimentaire des populations les plus pauvres une priorité. Parmi les dix principes énoncés dans le document figurent des lignes directrices sur les droits de propriété et la gouvernance des régimes fonciers, qui doivent protéger les familles paysannes contre l'accaparement injuste des terres. L'autonomisation des femmes et des jeunes dans l'agriculture ainsi que

des mesures pour la protection du climat sont également mentionnées.

La Suisse a présidé les négociations de Rome en 2012. «L'élaboration de tels principes représente une étape importante», explique Christina Blank de la DDC, qui a dirigé le groupe de travail à Rome. «Mais se pose ensuite la question suivante: comment mettre en pratique cet ensemble de règles mondiales pour

## Mesures pour la protection du climat

Ces directives visent principalement à guider les gouvernements et les investisseurs privés de sorte que les investis-

Un berger avec son troupeau de zébus et de vaches dans la région des Cascades, située à l'ouest du Burkina Faso: le pays a adopté une nouvelle loi sur les investissements agricoles en 2018.

© Franck Guiziou/hemis/laif





que, finalement, les couches les plus vulnérables de la population en profitent?» Les principes sont certes reconnus dans le monde entier, mais ils sont volontaires et ne sont pas juridiquement contraignants.

C'est pourquoi il s'agit surtout de sensibiliser les gouvernements et les parlementaires, de renforcer le cadre juridique des investissements agricoles dans les pays en développement et d'impliquer le secteur privé. La Suisse fait partie des pays qui s'engagent pour la mise en œuvre des principes. Pour ce faire, elle travaille en étroite collaboration avec l'Institut international du développement durable (IISD), un groupe de réflexion international qui défend des solutions durables aux problèmes du 21<sup>e</sup> siècle. De plus, elle conseille et forme notamment les représentantes et représentants des gouvernements ainsi que les parlementaires des pays du Sud à la mise en pratique des principes du CSA.

Sean Woolfrey, conseiller principal à l'IISD, explique: «Nous développons par exemple des outils juridiques et politiques, comme des modèles de contrats, qui permettent aux représentantes et

représentants des gouvernements de s'assurer que les investissements privés sont socialement et écologiquement responsables.»

### L'exemple du Burkina Faso

Ce qui paraît technique peut influencer des décisions déterminantes, comme le montre un exemple provenant du Burkina Faso. En 2018, une nouvelle loi sur les investissements agricoles y a été adoptée pour promouvoir les financements responsables dans l'élevage, la pêche et la sylviculture. En collaboration avec des partenaires locaux, l'IISD a conseillé le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire du Burkina Faso dans la rédaction de cette nouvelle loi et veillé à ce qu'elle soit conforme aux principes du CSA. Il a ainsi émis des recommandations qui ont été intégrées dans le texte, notamment en ce qui concerne les droits et les obligations des investisseuses et investisseurs ou la gestion des ressources naturelles.

L'IISD apporte un soutien juridique aux représentantes et représentants du gouvernement, mais entend également sensibiliser les parlementaires. «Une

fois que les membres du Parlement ont compris l'importance de l'investissement responsable dans l'économie agricole et ce qui s'y rapporte, elles et ils sont plus enclins à faire pression sur leur gouvernement pour qu'il améliore la législation», relève Sean Woolfrey.

Aussi, l'IISD a élaboré, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), un manuel pratique destiné à guider les parlementaires en matière d'investissement responsable dans l'agriculture. Il a également contribué à la création du Réseau des parlementaires de la CEDEAO sur l'égalité des genres et les investissements dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

### Des bases solides menant au succès

Selon Sean Woolfrey, l'un des enseignements essentiels de ces dernières années est le suivant: «Bien que les lignes directrices soient universelles, il est utile de les adapter aux différents contextes.» Ainsi, l'IISD, avec le soutien de la DDC, de la FAO et de Grow Asia, a participé à l'élaboration des lignes directrices de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la première version régionale des principes du CSA. Depuis leur adoption, il travaille avec les gouvernements des États membres de l'ANASE, le secteur privé et la société civile pour mettre en pratique les lignes directrices.

Mais leur mise en œuvre complète constitue un long processus, reconnaît Sean Woolfrey: «Dans certains cas, les résultats de notre travail n'apparaissent que des années plus tard, par exemple lorsqu'un gouvernement adopte une nouvelle loi ou négocie de manière fructueuse avec des investisseurs privés.» Mais il en est convaincu: «Investir dans des bases juridiques et politiques solides permet de mener au succès à long terme.» ■





# LUTTER CONTRE LE PÉRIL FÉCAL

La gestion des eaux usées, des excréments et des urines constitue un défi de taille dans les camps de réfugiés à Cox's Bazar, dont la densité de population compte parmi les plus élevées du monde. Surveiller la performance des installations d'assainissement se révèle essentielle pour éviter les maladies. La Suisse a mis en place au Bangladesh un laboratoire d'analyse des effluents liquides après le traitement des excréments.

Texte : Zélie Schaller

Août 2017. Des centaines de milliers de Rohingyas fuient le Myanmar pour échapper aux violences perpétrées à leur encontre par l'armée et les milices bouddhistes. La plupart des familles rejoignent le Bangladesh voisin, dans le district de Cox's Bazar, où s'étend aujourd'hui le plus grand complexe de camps de réfugiés du monde.

Quelque 1,2 million de personnes y vivent, dans des conditions on ne peut plus précaires. Entassées à l'abri de ba-

raques faites de bâches, de bambous ou de tôles, elles rencontrent de nombreux problèmes d'hygiène et courent le risque de maladies, telles que diarrhée aiguë, infections respiratoires et maladies de peau comme la gale.

Si l'approvisionnement en eau potable s'est amélioré, la gestion des boues de vidange reste un défi majeur alors que 1200 mètres cubes de matières fécales sont produites chaque jour dans les camps. Elle constitue un vrai enjeu

pour améliorer le sort des personnes réfugiées. Traiter les excréments issus de latrines communautaires, c'est éliminer des pathogènes et des pollutions dont ils sont naturellement chargés. Or, si les boues fécales issues des latrines ne sont pas traitées correctement par les 205 stations dédiées, voire pas traitées du tout et rejetées directement dans le milieu naturel, la santé humaine et l'environnement peuvent être gravement menacés.

Dans le camp de réfugiés de Cox's Bazar, des employés du laboratoire effectuent des prélèvements pour analyser les effluents liquides.

© Idd

Pour les préserver, des données fiables sont indispensables. La DDC a soutenu le Département d'ingénierie de la santé publique (DPHE) à Cox's Bazar dans la mise en place d'un laboratoire d'analyse (Faecal Sludge Laboratory, FSL). «L'installation a pour fonction de tester les effluents liquides des stations afin de vérifier leur conformité aux normes gouvernementales en matière de traitement et d'évacuation des eaux usées. L'objectif est de garantir la santé des Rohingyas et celle de la communauté hôte», indique Mohammad Shahidul Islam, directeur du laboratoire.

## Formation suisse

Le FSL a démarré ses activités en janvier 2021. La Suisse a fourni l'équipement et les produits nécessaires pour analyser un millier d'échantillons par année et paye les salaires des six collaborateurs locaux. Lesquels ont reçu une formation avancée sur les techniques de laboratoire, dispensée par des spécialistes de la DDC, du Laboratoire de Spiez et de l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies aquatiques (Eawag).

Les cours ont été donnés en ligne et sur place. Parmi les thèmes abordés figuraient les procédures d'essai, les processus d'échantillonnage ainsi que leur documentation, détaille Mohammad Shahidul Islam.

Outre le directeur, l'équipe est composée de deux techniciens de laboratoire et de trois collecteurs d'échantillons. Avec leur véhicule et leur équipement, les collecteurs s'en vont recueillir eux-mêmes les échantillons dans les diverses stations: ils n'acceptent pas les produits prélevés par d'autres per-

sonnes. L'opération est répétée tous les trois mois dans chaque installation.

Après la collecte, c'est au tour des techniciens de jouer. Ils analysent dix paramètres physico-chimiques différents, parmi lesquels les niveaux de pH, de nitrate, de phosphate ou encore la présence de la bactérie E. coli, précise Mohammad Shahidul Islam. Est examinée ensuite la conformité des résultats aux normes gouvernementales. Si ceux-ci ne se trouvent pas dans la fourchette acceptable, le FSL appelle aussitôt la station en question, qui recevra dans les jours qui suivent un rapport écrit dévoilant les failles. Un délai d'un mois est accordé à l'opérateur pour améliorer le processus de traitement, puis une nouvelle visite du FSL est effectuée. En cas de non-conformité grave, le ministère de l'Environnement peut décider l'arrêt temporaire de la station, jusqu'à ce que l'exploitant puisse prouver un fonctionnement efficace.

## Esprit positif

«La publication des résultats permet d'engager un dialogue avec les acteurs locaux sur les actions nécessaires à entreprendre», relève Didier Boissavi, responsable des programmes Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Cox's Bazar. «Toutes les stations font preuve d'un esprit positif pour mettre au point leurs processus», souligne pour sa part Mohammad Shahidul Islam. Et de poursuivre, le sourire aux lèvres: «Entre la première et la deuxième collecte, on observe une amélioration générale de 27,4% des résultats.»

Au-delà de cette performance, «les analyses du laboratoire ont permis de confirmer quelles étaient les meilleures approches et technologies en matière de traitement des boues fécales. Elles renforcent en outre la capacité et le rôle des autorités pour suivre la qualité des effluents», se félicite Didier Boissavi. Christopher Friedrich, collaborateur scientifique à l'Eawag, se réjouit

également des données recueillies à Cox's Bazar: «On ne saurait trop insister sur la valeur qu'elles apportent au secteur EHA. Elles auront des effets immédiats sur la santé et le bien-être des habitantes et habitants des camps», conclut-il dans un rapport de mission réalisé l'été dernier. ■

## LA CHAÎNE DE L'ASSAINISSEMENT

La gestion des boues fécales en milieu humanitaire précaire est particulièrement complexe. En l'absence de réseaux d'égouts, les milliers de latrines permettent de confiner les excréments humains qu'il faut ensuite collecter, transporter et traiter de la manière la plus sécurisée possible. Dans des zones fortement peuplées telles que les camps de réfugiés à Cox's Bazar, aucun maillon de cette chaîne de l'assainissement ne doit être négligé afin d'éviter tout risque sanitaire. Cette sécurisation est d'autant plus importante que les boues, issues des latrines, contiennent une quantité importante d'agents pathogènes contrairement aux eaux ménagères habituellement moins chargées en matière polluante. Si l'ensemble des boues fécales est aujourd'hui collecté et traité dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar, beaucoup reste à faire pour, d'une part, dignifier le travail des réfugiés volontaires engagés dans ces activités, et, d'autre part, améliorer l'efficacité des stations de traitement. «L'installation d'un laboratoire d'analyse des effluents liquides fait partie de cette chaîne d'assainissement et vient en appui des interventions des acteurs humanitaires, permettant de réduire les risques sanitaires et environnementaux», indique Didier Boissavi, responsable des programmes Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) au sein de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Cox's Bazar.



# RELIGION ET DÉVELOPPEMENT, INCOMPATIBLES ?

Les religions sont considérées comme une source de conflits dans le monde entier. Pourtant, ce sont justement les actrices et acteurs religieux qui s'engagent en faveur des populations les plus pauvres. Que faire pour que les religions soutiennent le développement d'un pays au lieu de le freiner ?

Texte : Samanta Siegfried

Chiites contre sunnites en Syrie, chrétiens contre musulmans en République centrafricaine, bouddhistes contre hindouistes au Sri Lanka : les religions semblent être la source de nombreuses tensions à travers le monde. La part des conflits armés ayant une composante religieuse est passée d'un tiers en 1975 à deux tiers en 2015. Elle a donc doublé en l'espace de quarante ans. Or, la recherche sur la paix montre que les religions ne constituent quasiment jamais la véritable et unique cause des hostilités.

«Les conflits sont très complexes et multidimensionnels», explique Katharina Gfeller, responsable des relations internationales au sein de l'organisation protestante Mission 21. «Derrière les conflits se cachent souvent des intérêts politiques et économiques qui instrumentalisent les appartenances religieuses», poursuit l'experte.

Les valeurs et les convictions religieuses imprègnent la pensée et l'action de milliards d'individus à travers le monde :

pour quatre personnes sur cinq, elles constituent des éléments importants de leur vie. Il s'agit d'un phénomène solidement ancré dans le quotidien, en particulier dans les pays partenaires de la coopération internationale au développement.

## Amélioration des conditions de vie

Le potentiel que peut générer la religion est évident. Les actrices et acteurs religieux s'engagent fortement pour l'amélioration des conditions de vie et le développement durable. La santé ou l'éducation sont souvent assumées par les communautés religieuses, comme en Ouganda où elles prennent en charge plus de 50 % des services à la population.

Les actrices et acteurs religieux se révèlent donc très importants. Les partenaires avec lesquels Mission 21 collabore sont très enracinés dans la société civile : «Ils sont présents quand les structures étatiques font défaut et protègent les personnes même dans les pires circonstances. Proches de la base, ils disposent d'un large réseau et de la confiance de la population», commente Katharina Gfeller. Elle évoque un refuge géré par l'Église en Indonésie, qui offre protection et assistance aux victimes de violence en collaboration avec une organisation musulmane. Ou encore

un projet qui réunit des chrétiens et des musulmans dans une région du Nigéria touchée par la violence.

À l'échelle nationale et internationale, les actrices et acteurs religieux travaillent en réseau et participent parfois à des processus politiques importants. Ainsi, au Soudan du Sud, où des personnalités et des groupes de femmes protestantes et catholiques ont apporté une contribution décisive au processus qui a conduit à l'accord de paix en septembre 2018.

En politique de développement, l'importance de la religion et de la spiritualité a longtemps été négligée. «En Europe occidentale, nous avons généralement grandi dans un environnement laïc où la religion est considérée, au mieux, comme une affaire privée», observe Katharina Gfeller.

## Sensibilité aux conflits

C'est depuis une quinzaine d'années seulement que la religion est prise en compte dans la coopération internationale au développement. En 2016, le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) en Allemagne décidait d'associer davantage les communautés religieuses dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU. Il entendait par là même encou-

À Keur Moussa, à une cinquantaine de kilomètres de Dakar au Sénégal, une religieuse prépare les doses d'un vaccin.

© Gadong/robertharding/laif

rager le dialogue interreligieux et former les professionnels allemands pour leur permettre d'agir de manière plus appropriée face aux traditions et aux attitudes religieuses et culturelles.

Une démarche essentielle selon Katharina Gfeller: «Reconnaître l'importance du fait religieux et de la spiritualité dans les pays partenaires, c'est aussi développer la sensibilité aux conflits.» Il faut remettre en question la notion même de développement: «Notre conception ne se recoupe pas forcément avec celle d'une femme des Andes.» Pour certains groupes de population, le développement matériel va de pair avec la spiritualité et le lien avec le cosmos est indissociable d'une vie épanouie.

Dès 2003, la Suisse a décidé d'accorder plus d'attention au thème de la religion. La DDC lance alors un projet de recherche sur plusieurs années, dirigé par Anne-Marie Holenstein, à l'époque directrice de l'ONG Action de Carême. Ce travail a donné lieu à un document de réflexion et de travail intitulé «Développement et religion». Le texte rappelle que, pour comprendre ce que la religion et la spiritualité signifient pour les personnes avec lesquelles on travaille, il est important de s'ouvrir personnellement.

Après ce projet terminé en 2010, la DDC n'a plus abordé ce sujet de manière

spécifique. Mais elle déclare que la dimension religieuse est intégrée dans de nombreux programmes et constitue un élément central de toute analyse contextuelle.

### Former les leaders religieux

En revanche, la religion représente un axe central de la politique de paix de la Suisse. Depuis 2004, le DFAE a mené, en collaboration avec des institutions académiques et des ONG, une série de projets sur la transformation des conflits entre des acteurs ayant des visions du monde différentes. Et il propose chaque année un cours sur le thème «religion et médiation» en collaboration avec le Centre pour la politique de sécurité de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ).

Selon Claudia Hoffmann, la religion et la spiritualité sont encore trop peu prises en compte par la coopération au développement: «Les organisations religieuses sont souvent soupçonnées de mal faire», analyse la privat-docente en théologie interculturelle à l'Université de Bâle.

Un scepticisme qui est toutefois compréhensible. Les groupes religieux ont tendance à revendiquer leurs convictions comme une vérité absolue, ce qui

peut conduire à l'intolérance et à la discrimination, voire à la violence. La religion peut freiner le développement d'un pays, par exemple en rejetant les personnes séropositives, en niant les droits des femmes et des minorités ou en admettant des violations des droits humains comme l'excision.

Claudia Hoffmann décortique le problème dans un article où elle cherche à savoir dans quelle mesure les organisations religieuses peuvent contribuer à l'égalité des sexes: «Ce sont justement les échanges avec les organisations religieuses qui permettent d'aborder les valeurs morales ambiguës.» Il est alors possible de proposer des formations aux actrices et acteurs religieux clés et de remettre en question les positionnements ainsi que les stéréotypes fondamentalistes, avec un impact positif sur la communauté.

Un récent exemple a eu un écho international. En Mauritanie, un imam lutte contre les mutilations génitales. Sensibilisé aux dangers de cette pratique grâce au travail de l'ONG World Vision, il rend visite aux familles pour discuter du problème. Il est conscient de son pouvoir, comme il le déclare dans un rapport de l'organisation: «En tant que chef religieux, je parviens plus facilement à ébranler des traditions séculaires.» ■



Des membres de l'Église presbytérienne du Soudan du Sud travaillent sur les traumatismes, la réconciliation et la paix dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, près de la frontière sud-soudanaise.

© mission21

Carte blanche

# L'AFRIQUE ET LA NÉO-GUERRE FROIDE

Les relations Europe-Afrique, vieilles de plusieurs siècles, connaissent depuis quelque temps des soubresauts inattendus en raison de la guerre en Ukraine. Certes, la mondialisation de l'économie a rendu interdépendants les pays les uns vis-à-vis des autres, mais l'agression russe contre l'Ukraine a mis en évidence la fragilité de ces rapports et la nature des intérêts qui alimentent la position de chacun.

Les votes à l'ONU sur l'Ukraine le 2 mars 2022 et sur les annexions russes le 30 septembre dernier ont mis en lumière le discours narratif spécifique



**FLORENT COUAO-ZOTTI** est écrivain, journaliste et critique d'art béninois. Auteur d'une vingtaine de romans, de nouvelles et de pièces de théâtre publiés chez Gallimard et *Le Serpent à plumes*, il a été distingué par plusieurs récompenses, dont le prix Roland Jouvenel de l'Académie française en 2019. Il vit et travaille à Cotonou, la capitale économique et plus grande ville du Bénin.

de nombreux pays du continent noir. Si l'Europe et l'Amérique du Nord ont fait bloc derrière ces résolutions, la majorité des États africains a préféré l'abstention. Une position perçue comme «suspecte» par l'Union européenne qui, par l'intermédiaire de sa présidente, a attaqué ces pays et même envisagé de leur couper les aides.

Les États-Unis, eux, ont voté le «Countering Malign Russian Activities in Africa Act», une loi sur la lutte contre les activités jugées «malveillantes» de la Russie en Afrique. Autrement dit, les puissances occidentales sont les seules à savoir ce qui est salutaire pour l'Afrique et les seules à décider de ses fréquentations. Comme si les Africaines et Africains étaient des enfants qui ne devaient pas avoir d'opinion différente ou de point de vue indépendant.

Si elle n'a que peu bousculé les dirigeants africains, cette position a choqué l'opinion publique et les leaders néo-nationalistes sur le continent. Très influents sur les réseaux sociaux, ces leaders ont trouvé dans cette situation les nouveaux éléments de redéploiement de leurs discours radicaux. Kémi Seba au Bénin, Nathalie Yamb au Cameroun et d'autres appellent la jeunesse à se débarrasser de leurs dirigeants «inféodés à leurs maîtres européens et américains». Une opinion relayée par certaines personnalités politiques et intellectuelles, rappelant les actes dévastateurs de ces puissances occidentales en Afrique. Le cas de la France-Afrique, cette nébuleuse héritée de la décolonisation, est revenu à la surface.

Les néo-panafricanistes reprochent à la France de sacrifier l'aspiration à la démocratie des peuples au profit de ses

propres intérêts. Comment le pays des droits de l'homme peut-il trouver grâce à leurs yeux quand il soutient les dictateurs qui s'accrochent au pouvoir à la suite d'élections truquées?, s'interrogent-ils. Comment croire cette France qui refuse de se défaire du CFA, monnaie censée garantir la souveraineté des pays de la zone franc ?

Au lieu de tenir compte de ces analyses, Paris en a fait une lecture manichéenne. Le président Emmanuel Macron a accusé la Russie et la Chine d'être à l'origine de ce qu'il appelle le sentiment «anti-français». Il estime que ces pays donnent de la France l'image d'une nation néo-colonialiste avec son «armée d'occupation».

Paris se dispense un peu trop facilement d'un examen de conscience. Face à une jeunesse décomplexée, Emmanuel Macron utilise la menace, l'interdiction de séjour en Europe et le gel des avoirs de ces leaders. En se comportant ainsi, il est en train de rater un compromis historique susceptible de changer ses rapports avec l'élite africaine de demain. Ce sont d'autres nations plus humbles et plus réalistes qui le feront. ■

# UN ESPACE CRÉATIF, HYBRIDE ET UNIQUE

Au Mozambique, les actrices et acteurs culturels évoluent dans un environnement très fermé. Pour susciter les rencontres et les conversations créatives, est né 16NetO. Ce centre hybride, sis à Maputo, offre aux jeunes talents un espace, des connaissances et des synergies pour les faire rayonner sur la scène nationale, régionale et internationale.

Texte : Zélie Schaller

Un lieu de rencontres et d'échanges. Un programme culturel dynamique, mêlant expositions, concerts, danse, littérature, cinéma et talk-shows. Un espace de travail partagé, un restaurant-bar et une boutique-atelier tenue par des tailleuses et tailleurs locaux. Bienvenue au 16NetO, centre culturel hybride situé en plein cœur de Maputo, la capitale du Mozambique. Sa mission ? Ouvrir les portes aux nouveaux artistes, les écouter, les accompagner et, surtout, les propulser sur le devant de la scène. Son ambition ? Tendre vers une société mozambicaine connectée, créative et inclusive.

Fondé en 2016 par trois amies, 16NetO met en relation des personnes d'horizons divers et développe des synergies entre elles. «Le but est de créer un espace commun accueillant où différents types de projets peuvent éclore», explique Élodie Finel, la directrice du centre.

## Festivals

Entièrement autofinancé à ses débuts par le coworking, les tickets d'entrée et la restauration, le centre est depuis 2018 soutenu par la DDC. Un appui qui lui a permis d'étoffer son offre: le nombre de concerts, de performances et d'expositions a bondi. Un salon d'art, Art Bazar, a été organisé pour découvrir de jeunes artistes visuels évoluant dans différents

Ambiance musicale fédératrice lors du festival de gala au centre culturel 16NetO.

© 16NetO



domaines: peinture, céramique ou encore art numérique.

En 2020, 16NetO et huit autres promoteurs culturels de Maputo ont lancé le festival Gala-Gala, soit une semaine de divertissement dans les disciplines artistiques les plus variées: musique, multimédia, photographie, art de rue, entre autres. Et, en 2021, sur proposition de la DDC, le centre a repris l'initiative Maputo Fast Forward (MFF). Le projet comprend trois volets: un festival avec conférences, ateliers, concerts, films et expositions; un magazine hebdomadaire en ligne, *RADAR*, qui publie des

articles sur l'innovation et la créativité au Mozambique, en Afrique et ailleurs; et des formations sous forme de séminaires, de master-classes ou de partenariats avec les universités.

### Au-delà des frontières mozambicaines

Autre univers important: Internet. 16 NetO a développé la base de données artequi et la galerie en ligne Tela pour promouvoir les artistes mozambicains au-delà des frontières. Sur la Toile également, tous les événements organisés par le centre: ceux-ci y sont diffusés en direct, puis les vidéos conservées sur YouTube. Nombreuses sont les personnes abonnées sur les réseaux sociaux.

Au centre également, il y a foule. «Le public est multigénérationnel, multiculturel et issu de milieux sociaux divers», précise Evaro Abreu, producteur culturel à 16NetO. «Les spectatrices et spectateurs partagent la passion de l'art et c'est un privilège», relève pour sa part Kenobi da Kaia, rappeur, compositeur et poète mozambicain. Sa toute première apparition publique a eu lieu au 16NetO, en 2018. Ce concert lui «a donné une très bonne visibilité et ouvert d'autres portes».

Au 16NetO, Kenobi da Kaia a également été préparé à la réalité professionnelle de l'industrie musicale. «On nous a présenté les concepts d'organisation et de gestion des festivals, ainsi que la législation mozambicaine en la matière. J'ai appris à identifier les coûts et à rédiger des demandes d'autorisation et de parrainage. Cela m'a aidé à organiser mes propres spectacles, avec toute la logistique et les exigences que cela comprend», indique l'artiste. Et de confier: «16Neto est comme une maison pour moi, et leur équipe comme ma famille.» ■

#### TALK-SHOWS

Le centre culturel 16 NetO produit deux émissions YouTube, devenues des références. La première, «In the Kitchen», est animée par Regina Dos Santos, chanteuse de Granmah, l'un des plus grands groupes alternatifs du Mozambique. Il s'agit d'une conversation intime avec les artistes programmés. Divers sujets sont abordés: de la création, «cuisine de l'artiste», aux événements plus personnels. La seconde émission, «Behind the mask», a été lancée en période de confinement: elle se voulait être une nouvelle fenêtre pour les actrices et acteurs culturels. Yuck Miranda, acteur et interprète, s'entretient avec trois artistes de différentes régions et générations sur des questions liées à l'économie culturelle et créative. Chaque épisode se clôt avec un quiz de culture mozambicaine.



## FUNKY ET BRILLANT

(er) Le chanteur, guitariste et compositeur nigérian Adédèjì aime le gospel, le blues, le jazz, la soul et le funk. Il associe ces genres musicaux avec des sons traditionnels yoruba ainsi qu'un afro-beat vintage. Dès ses six ans, il chante à la chorale de l'église qu'il dirige lui-même à l'âge de dix ans. Trois ans plus tard, il est un chanteur de studio très demandé. Adolescent, il se met à la guitare

avant d'obtenir un bachelier en musique aux Pays-Bas. Entre-temps, il s'est produit dans le monde entier avec des musiciens connus comme le batteur Tony Allen. À travers les dix chansons de son troisième album, Adédèjì fait revivre la singularité de la culture yoruba, avec ses énigmes et ses proverbes, grâce à un chant captivant dans les registres vocaux les plus divers, en yoruba, en anglais et en pidgin-anglais. L'originalité des morceaux est portée par un jeu de guitare magistral, des cuivres nerveux, des rythmes groovy, des chœurs féminins et masculins puissants, le tout interprété par un big band de 20 musiciens aussi brillant que funky.

*Adédèjì, Yoruba Odyssey (One World Records/Indigo)*

## MUSIQUE

### PROCHE ET LOINTAINE



(er) Une musique riche en sonorités, pleine de subtilités vocales et instrumentales : les neuf morceaux du deuxième album solo, *Kallio* («Rocher»), de Päivi Hirvonen nous invitent dans un paysage musical nordique fascinant. La chanteuse et violoniste finlandaise est également une spécialiste du jouhikko, une lyre finno-carélienne dont les cordes sont pincées ou frottées avec un archet. Titulaire d'un doctorat en musicologie et pédagogue, Päivi Hirvonen a décroché de nombreuses récompenses. La musicienne entrelace avec virtuosité les sonorités de ses divers instruments. Son violon octave crée une atmosphère prenante, renforcée par des beats pulsés. À l'exception d'un morceau, l'artiste joue elle-même tous les instruments. Sa voix au timbre particulier évoque le quotidien de la femme avec ses soucis et ses joies, mais aussi les droits des filles ou le fait de ne pas avoir d'enfants. Les paroles ainsi que les tonalités projettent une poésie tantôt dense et proche, tantôt détachée et lointaine.

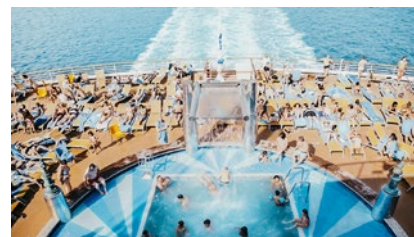
*Päivi Hirvonen, Kallio (Nordic Notes/Broken Silence)*

## FILMS

### QUITTER BEYROUTH

(wr) Avec sa femme Souraya, ses deux filles et sa mère malade, Walid a quitté Beyrouth. Loin de la ville qui s'enfonce dans les ordures et la corruption, il a créé pour sa famille un petit paradis au milieu des oliviers sur les collines. Sa fille de seize ans traverse l'adolescence, tandis que la petite de neuf ans s'invente des ennemis imaginaires. Ce bonheur relatif prend fin le jour où une décharge est installée en contrebas de la maison. Dans *Costa Brava, Lebanon*, la réalisatrice libanaise Mounia Akl relate le quotidien de la famille dans un contexte conflictuel marqué par les explosions du port de Beyrouth et la crise des déchets. Jouant sur les différentes perspectives de ses personnages, elle se concentre sur le point de vue de la fille cadette dont elle décrit les dilemmes. La famille est tiraillée entre le bien-être isolé dans la nature et l'envie de renouer avec Beyrouth. À travers ce microcosme, le film aborde une réalité bien plus vaste. Il illustre les contradictions de nos sociétés actuelles, entre le cynisme de la politique et l'aspiration à un idéal. *Costa Brava, Lebanon, de Mounia Akl; édition trigon-film, DVD avec sous-titres français, allemands, italiens et anglais; disponible sur www.trigon-film.org*

## L'INDUSTRIE DU TOURISME DANS LE VISEUR



(ca) « Fitness au soleil sur la terrasse, danse polonaise dans la salle à manger, séance photo avec le capitaine ou concours de beauté pour jeunes et moins jeunes : une croisière offre toutes ces activités et bien plus encore. Tout est prévu pour que les hôtes puissent s'amuser jour et nuit et la chambre d'hôtel n'est pas loin. Les affaires marchent mieux que jamais, les vacances de plaisance en mer sont tendance. Ce qui reste à la fin, ce sont des quantités de photos-souvenir numériques et un nuage de gaz d'échappement à l'horizon », relève la réalisatrice Corina Schwingruber Ilić. Son documentaire *All Inclusive* n'est pas un film scolaire classique sur le thème du tourisme de croisière. Il propose un regard de l'extérieur sur un monde dans lequel les gens se font plaisir pour compenser leur quotidien stressant. Le film constitue un point de départ idéal pour une discussion sur nos attentes et nos besoins en matière de voyage et sur ce que l'industrie du tourisme en fait. *All Inclusive, de Corina Schwingruber Ilić. Des ressources pédagogiques sont disponibles sous www.education21.ch (recherche: enseignement et école; ressources pédagogiques)*

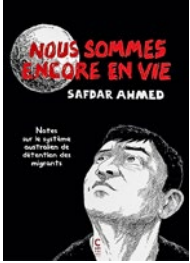
## LIVRES

### LE RENDEZ-VOUS LITTÉRAIRE À NE PAS MANQUER

(zs) Le prochain Salon africain, qui se tient chaque année dans le cadre du Salon du livre de Genève, aura lieu du 22 au 26 mars prochains. La DDC soutient l'événement depuis 2014. Y sera décerné une nouvelle fois le prix littéraire Kourouma. Dotée de 5000 francs, cette récompense est attribuée à une autrice ou un auteur d'expression française, africain ou d'origine africaine de l'Afrique subsaharienne, pour un ouvrage de fiction faisant écho à l'héritage humaniste légué par l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma. Ce dernier, décédé en 2003, a révolutionné la littérature africaine dans les années 1970 en intégrant dans ses romans la tradition du conteur sur le continent. Lors de la précédente édition en mai, c'est l'écrivaine, photographe et réalisatrice franco-camerounaise Osvalde Lewat qui a reçu le prix pour son premier

roman *Les Aquatiques*. L'ouvrage relate l'histoire de Katmé, une trentenaire mariée à un homme de pouvoir. Sa vie bascule le jour où son meilleur ami est arrêté et emprisonné par l'État du Zambouen. *Salon du livre, Palexpo Genève, du 22 au 26 mars*; [www.salondulivre.ch](http://www.salondulivre.ch) (recherche: Prix Kourouma)

## L'ART COMME EXPIATION



(zs) L'artiste australien Safdar Ahmed se rend pour la première fois, en 2011, à Villawood, un centre de détention pour migrantes et migrants à côté de Sydney. Bouleversé par la détresse et la solitude de ces personnes, il y retournera une fois par semaine, près de six ans durant, pour animer un atelier de dessin. Très vite, il devient un ami, un confident de ces gens qui endurent le pire. À sa voix, s'ajoutent dans cet ouvrage en noir-blanc celles de Haider, d'Ahmad et d'Elham entre autres. Autant de témoignages sur la violence des politiques migratoires, mais également sur la puissance de l'art. Safdar Ahmed, qui vit à Sydney, est artiste, musicien et éducateur. Il est l'un des cofondateurs du collectif artistique Refugee Art Project et membre d'Eleven, un groupe d'artistes contemporains australiens musulmans. *Safdar Ahmed, Nous sommes encore en vie, Cambourakis, Paris, 2022*

## LE CHEMIN DE L'ÉMANCIPATION

(zs) Fawzia Zouari et son formidable don de conteuse nous plongent au cœur d'une Tunisie rurale secouée par la modernité. On est à Ebba (aujourd'hui Dahmani), dans les années 1960. Nombreux sont les personnages attachants et hauts en couleur.

La protagoniste, toutefois, reste l'autrice. Dès les premières pages, l'émotion est vive. Fawzia Zouari y explique comment son hymen a été « ferré »: « Du fil, du sang et des mots. Il n'en faut pas plus pour faire disparaître le corps d'une fille. La dématérialiser d'un coup, un seul. Net et sec. Une entaille. Et le liquide qui coule, tout naturellement, dans une odeur de femmes et de secret. » À l'adolescence, Fawzia Zouari craint de devoir quitter l'école comme ses deux sœurs aînées. Mais elle parvient à s'extirper de son destin tout tracé et à prendre le long chemin de l'émancipation. Ce livre, autobiographique, propose un regard décalé sur le rapport à la tradition et à la religion, sur l'hypocrisie sociale et la condition féminine. Des thèmes lourds, adoucis par une plume légère et agréable. *Fawzia Zouari, Par le fil je t'ai cousue, Plon, Paris, 2022*

## L'ÉNORME POTENTIEL SOLAIRE DU CAMEROUN

(zs) Disposer du soleil toute l'année, mais manquer d'énergie quand même: un paradoxe que l'Afrique et le Cameroun en particulier se doivent de surmonter. Le potentiel solaire dans ce pays est énorme, mais les projets peinent à décoller « en raison du manque crucial à la fois d'une politique publique et d'un capital humain bien formé dans ce secteur », pointe Esoh Elamé. Le géographe urbaniste, géologue, pédagogue et environnementaliste démontre, études à l'appui, comment le solaire peut être un moteur de développement pour les villes camerounaises. L'utilisation des énergies renouvelables peut susciter des innovations et créer des emplois, plaide l'auteur. Et d'ajouter: « Il faudra pour cela des politiques publiques clairvoyantes, ambitieuses, orientées dans la transition environnementale en matière énergétique qui ne se circonscrivent pas aux seules grandes métropoles urbaines de Douala et de Yaoundé. » Le temps presse. Il est urgent d'agir. *Esoh Elamé, Électrification solaire au Cameroun, L'Harmattan, Paris, 2022*

## COUP DE CŒUR



© Jean-Christophe Dupasquier

## L'union dans la différence

L'artiste italo-suisse Giulia Dabalá délivre une pop ouverte sur le monde et ses différentes sonorités. De la neo soul à l'électro en passant par la polyphonie bulgare, sa musique voyage à travers les styles et les esthétiques pour rassembler les gens.

Fille de travailleur humanitaire, j'ai été confrontée à différentes cultures dès mon plus jeune âge. Née à La Chaux-de-Fonds, j'ai vécu au Pérou jusqu'à l'âge de trois ans, puis au Myanmar les dix années suivantes. À l'École internationale de Yangon, j'ai côtoyé des enfants de 27 nationalités différentes. Ce contexte international m'a permis de développer une vision du monde plus globale et de découvrir toutes sortes de musiques. Réveillée par les chants des moines dans les monastères, j'écoutais au fil de la journée de la pop américaine et coréenne ainsi que de la musique Bollywood avec mes amies. À la maison, salsa, folk et morceaux africains, ceux de la chanteuse burundaise Khadja Nin notamment, envahissaient le salon. Avec mes parents et ma sœur, nous ne cessions de chanter. J'aime les chœurs, tels Le Mystère des voix bulgares. Les chants de ces femmes sont d'une puissance et d'une profondeur incroyables: un tsunami de sons qui traverse votre corps entier d'un seul coup. J'apprécie également l'artiste franco-vénézuélienne La Chica, qui mélange des influences très diverses. Dans mon premier album *GOLD*, sorti en mai dernier et faisant référence aux feuilles d'or ultrafines du Myanmar, je mêle différents styles musicaux et cultures: des rythmes organiques comme ceux du bombo leguero (grand tambour d'origine argentine) à des mélodies soul pour former un tout à l'esthétique pop. Mes récits sont inspirés de mon vécu et de mes réflexions sur l'injustice, les racines et l'identité. Notre identité ne fait pas référence à l'endroit d'où nous venons, mais à nos expériences, à nos valeurs, à notre chemin d'évolution et à nos émotions. Ma musique éclectique compile tout cela. Et contribue à rassembler les gens, j'espère.

(Propos recueillis par Zélie Schaller)

## IMPRESSUM

Un seul monde paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Martina Waldis (coordination globale), Beat Felber, Marie-Noëlle Paccolat, Nicolas Saameli, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Betti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Samanta Siegfried (sam)

Courriel: [info.deza@eda.admin.ch](mailto:info.deza@eda.admin.ch)

### Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@gewa.ch](mailto:deza@gewa.ch)

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

Tirage total: 47 400 exemplaires

Couverture: La culture du cacao, nichée dans la nature, en Colombie.  
© Insa Hagemann/laif

ISSN 1661-1675

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

« Pour l'humanité, le recul drastique de la biodiversité constitue probablement un risque encore plus grand que le climat. La plupart d'entre nous ne le perçoivent juste pas encore directement. »

Bruno Oberle, page 8

---

« Les représentants du gouvernement nous invitent pour nous écouter et admettent même que nous avons largement raison, mais rien ne change. »

Zolazaya Batkhuyag, page 23

---

« Près de 7000 enfants ainsi que 400 enseignantes et enseignants ont pris part aux clubs d'été. L'objectif était que chaque enfant puisse se sentir à la maison dans n'importe quelle région d'Ukraine. »

Ilona Postemska, page 30

---